

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le PM en roue libre

► Macky ne retouche
pas le document



P. 5

TANOR, MACKY, BENNO BOKK YAKAAR

Les vérités crues
de Malick Noël Seck P. 6



SERVICE CLIENTS

Tigo largue Call ME
pour PCCI P. 3

SÉNÉGAL / CÔTE D'IVOIRE (SAMEDI)

Deux entraîneurs,
une tête en péril P. 11, 12



LA CHRONIQUE DE MAGUM KER

La peine et la mort

La chronique quotidienne déroule chaque jour le bilan macabre et sanglant de notre cohabitation avec le crime passionnel ou organisé. Dans la proche banlieue envahie par les eaux, les maisons abandonnées sont devenues les repaires des violeurs qui s'en prennent aux jouvencelles déviées du chemin de l'école ou égarées entre la boutique et la maison. Certaines écolières qui étaient tombées dans le piège d'un faux taxi clando n'auront connu d'une vie aussi brève que la hideuse face du mal d'amour sur laquelle leurs yeux se sont fermés à jamais. Notre société protège mal sa petite enfance, Anta Mbow ne pouvant toute seule vaincre ce fléau, et les petits talibés qui sont abusés la nuit sous les ponts et sur les plages nous valent la colère de Dieu.

SUITE P. 2

LA CHRONIQUE DE MAGUM KËR (suite P1)

La peine et la mort

Des voleurs, à l'affût d'un mauvais coup, nomadisent dans les lieux insécursés aux heures de crime : le crépuscule funeste de Keur Massar pour la jeune mère qui se hâtait pour partager le repas du soir. L'aube blafarde des Parcelles Assainies pour ce père émigré qui amenait sa fille aux soins dentaires après une nuit de pleurs sans sommeil. Pour les lâches agresseurs, c'est la bouse et la vie : les enfants de Keur Massar attendront en vain leur mère tandis que la fille du brave émigré, oubliant sa rage de dents, tentera dans la nuit qui finit de réveiller son père endormi d'un sommeil si lourd. Si les coupables sont pris, les avocats expliqueront que la vie ne leur avait offert d'autres ressources que d'ôter la vie...pour vivre. Mais tuer n'est pas l'apanage des seules pauvres hères, violeurs et voleurs. Les puissants aussi tuent depuis des lustres pour prendre le pouvoir ou pour le conserver. Mais ce fait découle d'un droit ou d'un devoir républicain de préserver l'intégrité territoriale, la sécurité des biens et des personnes que confère l'exercice d'une souveraineté. Ce diptyque s'invite dans l'analyse des circonstances dans lesquelles la deuxième alternance s'est effectuée. Et le niveau d'influence que les agitateurs du M23 notamment ont acquise dans la sphère du pouvoir les emmène à demander des comptes qui ne sont pas les mêmes que ceux de l'entité hégémonique. D'où l'embarras grandissant du président de la République et de son ministre de l'Intérieur face aux parents des victimes des événements préélectoraux. La culpabilisation des forces de police à partir d'une chaîne de commandement qui se limiterait au commissaire central Arona Sy et aux commandants de brigades de gendarmerie n'est pas réaliste. L'effet de domino est garanti : la responsabilité est politique sinon les sanctions se seraient bornées à des mesures disciplinaires de la hiérarchie militaire aussi bien pour les gendarmes que pour les policiers puisque le Groupement mobile d'intervention a un statut hybride.

Les forces qui sont intervenues lors des manifestations de la campagne électorale sont des forces affectées essentiellement à la défense des institutions et accessoirement à la défense de l'intégrité du territoire. La radiation des policiers avait gravement affecté les opérations du groupement mobile d'intervention en Casamance. L'internationalisation de la campagne contre l'impunité à l'occasion du choix du commissaire Sy par l'Organisation des Nations-Unies et l'évocation du Tribunal pénal international pourrait à terme conduire à une "ivoirisation" du contentieux politique et démocratique du Sénégal. La situation du maintien d'ordre est en effet restée instable sous le nouveau régime et implique les mêmes acteurs dans les mêmes enjeux de pouvoir. La criminalisation des actes de souveraineté des chefs d'État du tiers-monde est aussi vieille que la crise du Congo mais, ni le degré de conscience politique des Africains de cette période ni le rapport des forces ne pouvait permettre de juger le prisonnier Patrice Lumumba que sa posture d'infamie, les mains liées dans le dos, destinait au bûcher. Aujourd'hui, tous les "droits-de-l'homme" en retard d'une lutte pour la démocratie et la libération de l'Afrique se bombent le torse pour tancer leur président et le président d'un État voisin et complaire à l'Occident. Et paradoxalement, leur allié de circonstance, Macky Sall, suit le mouvement au risque de compromettre les relations d'État à État qui nous lient à Banjul et dont la première victime est le projet de pont sur la Gambie. Dans cette cacophonie cocardière et patriotarde, seuls leurs parents et leurs compagnons d'armes n'ont pas oublié les militaires retenus prisonniers dans leur propre pays par une fraction armée dite indépendantiste. Nos diplomates semblent mieux maîtriser la convention de Vienne sur les relations consulaires que notre gouvernement celle de Genève sur les prisonniers de guerre. La vie de Sénégalais condamnés à la peine capitale peut nous être plus précieuse que celle des Gambiens qui partagent leur sort ; mais celle de soldats ? Mais celles de nos concitoyens que l'on assassine à chaque coin de rue sombre alors que les forces de sécurité sont écartelées entre leur mission républicaine et les agitations stériles de fractions aux intérêts divergents d'une petite bourgeoisie mal domptée ? ■

Saisie bancaire, l'immeuble de la femme d'Abdoulaye Baldé en vente
EnQuête révélait, dans une de ses éditions du mois de juillet dernier, que la Société générale de banque au Sénégal (SGBS) avait saisi un immeuble appartenant à l'épouse du maire de Ziguinchor, Abdoulaye Baldé, pour une dette. La vente aux enchères de cet immeuble niché au 153 avenue Lamine Guèye se fera le

lundi 24 septembre à la barre des criées du tribunal régional hors classe de Dakar. C'est une annonce légale parue hier dans le journal *Le Soleil* qui donne l'information. D'après l'annonce, l'immeuble de Mme Aminata Gassama Baldé aujourd'hui en vente "avait été saisi à la requête de la SGBS (...) suivant procès-verbal du 10 juillet 2012, au prix de 178 millions de francs Cfa". Remis en vente,

MANŒUVRES AUTOUR DU FAUTEUIL D'ABC

Un conseiller diplomatique indexé

Y a-t-il une affaire Amadou Diop, du nom de l'ancien conseiller diplomatique de Wade, limogé pour plagiat en 2002 par le grand manitou d'alors ? La question se pose bien au regard des informations qui nous reviennent. On soupçonne ce dernier d'être derrière des manœuvres visant à éjecter Alioune Badara Cissé de son moelleux siège de ministre des Affaires étrangères. Il faut dire que de bonnes sources, M. Diop convoitait bien ce poste de souveraineté. Tout comme d'ailleurs, il a lorgné du

côté de plusieurs niches bien stratégiques du Palais et d'ailleurs. Présentement conseiller diplomatique auprès du président de la commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), Amadou Diop, même crédité d'un bon parcours dans la diplomatie sénégalaise, est vu comme un homme spécialisé dans le montage de coups contre ses collègues pour se faire une place au soleil. Des manœuvres qui risquent bien de se retourner contre lui... comme un effet boomerang. ■

la mise de départ pour acquérir ce titre foncier de 256 m2 est de 195,8 millions de francs Cfa.

Réformes universitaires, les diplômes L-M-D régularisés

Les universités sénégalaises avaient mis la charrue avant les bœufs concernant la réforme des systèmes Licence-Masters-Doctorat (L-M-D) hérités du monde anglo-saxon. Le système a été en effet introduit avant que les textes réglementaires ne soient adoptés. Eh bien ! C'est maintenant fait, puisque la réunion du conseil des ministres d'hier a examiné et adopté trois projets de décret relatif au diplôme de licence ; au diplôme de master, ainsi qu'au diplôme de doctorat.

Cour des comptes, le projet de réforme adopté

Comme exigés par les bailleurs de fonds dont l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, les textes régissant la Cour des comptes ont été revus et adoptés en conseil des ministres, hier. Ainsi, Macky Sall vient de mettre fin aux atermoiements de son prédécesseur Abdoulaye Wade qui avait retenu de donner plus d'autonomie à la Cour avant de tourner casaque en tentant de la brider. M. Sall a-t-il donné davantage d'autonomie à la juridiction économique dans le projet de loi organique abrogeant et remplaçant la loi organique n° 99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des comptes ? A-t-il tenu sa promesse de permettre à celle-ci d'accéder aux livres de la Présidence et de l'Assemblée nationale ? Le communiqué faisant l'économie du conseil des ministres n'éclaire pas plus.

Mali, le commissaire Assane Ndoye promu ambassadeur du Sénégal

Coucou ! Revoilà une vieille connaissance de la police sénégalaise ! Il s'agit du commissaire divisionnaire Assane Ndoye planqué depuis un bon moment comme Consul général du Sénégal à Madrid. Il vient d'être promu ambassadeur de la République du Sénégal au Mali de Dion-counda Traoré. M. Ndoye y remplace l'expérimenté Mankeur Ndiaye aujourd'hui ambassadeur du Sénégal en France. Ancien patron de la Division des investigations criminelles (Dic) au moment de la traque et de l'emprisonnement d'Idrissa Seck, puis Directeur de la police judiciaire (DPJ) et enfin, en remplacement de Léopold Diouf, nommé Directeur général de la sûreté nationale (DGSN) sous le ministre Ousmane Ngom, Assane Ndoye débarque dans un pays en crise. Du fait notamment de l'occupation du Nord-Mali par les islamistes d'Ansar-Dine qui menacent de leurs foudres le Sénégal. Un limier donc pour avoir l'œil sur toute menace provenant de la frontière nord-est du pays ?

Nominations, Éva Marie Coll Seck bouge les lignes de la Santé

La ministre Éva Marie Coll Seck imprime petit à petit son empreinte au département de la Santé notamment en muant des divisions et des cellules en direction. Dr Papa Amadou Diack, médecin spécialiste en santé publique, précédemment directeur de la Santé, est passé directeur général de la Santé. Dr Cheikh Ndiaye, chirurgien-dentiste, spécialiste en Odontologie préventive et sociale, devient directeur général de l'Action sociale. Son collègue, Dr Bocar Mamadou Daff, médecin spécialiste en santé publique, précédemment chef de la Division de la santé de la reproduction,

a désormais en charge une Direction de la santé de la reproduction et de la survie de l'enfant. Quant au Pr. Papa Amadou Diop, précédemment Directeur de la pharmacie et des laboratoires, il passe Directeur de la pharmacie et du médicament. Le Pr. Ahmad Iyane Sow précédemment Coordonnateur du réseau national de laboratoires, monte comme Directeur des Laboratoires.

Nominations, Éva Marie Coll Seck bouge les lignes de la Santé (suite)

Le Dr Amadou Djibril Bâ, médecin spécialiste en santé publique, précédemment Coordonnateur de la cellule d'appui et de suivi du Plan national de Développement sanitaire, est porté à la tête de la Direction de la planification, de la recherche et des statistiques. Mme Maïmouna Régine Diop Diouf, précédemment Directrice de l'hôpital d'enfants Albert Royer, est nommée Directrice des établissements de Santé, en remplacement de Monsieur Mamadou Sow, admis à la retraite. Dr El Hadji Mamadou Ndiaye, médecin spécialiste en santé publique, précédemment chef de la Division de l'immunisation, passe directeur de la Prévention. Pour sa part, Mme Awa Ndiaye Diouf (réputée compétente), ingénieur, diplômée en gestion des services de santé, précédemment Directrice des équipements et de la maintenance, est nommée Directrice des infrastructures, des équipements et de la maintenance. Enfin, le Dr Idrissa Talla, médecin spécialiste en santé publique, précédemment chef de la Division de la lutte contre la maladie, devient Directeur de la Lutte contre la Maladie.

REMERCIEMENTS



Bouna Alboury Dieng et Famille, Mme Fatou Dieng et Famille, les Familles Dieng, Faye, Niane, Touré, Sarr, Sow, Diop, Diatta, Sakho, Mbaye, Doumeizel, Dièye, Ndiaye, Aïdara, remercient tous les parents et alliés qui de près ou de loin ont compati à leur douleur lors du décès de **Mame Faly Dieng** Survenu le 31 aout 2012 à Dakar. Priez pour elle, *Fatiha et 11 Ikhlass*

LOCATION CITE SAGEF II - ZAC MBAO

Sur la voie de contournement de Rufisque, avant SIPRES, dans immeuble neuf sécurisé (gardien et interphone), location de :
• 4 pièces : 1 chambre parents avec salle de bain, 2 chambres enfants, un grand salon avec balcon, une grande cuisine, une salle d'eau, un espace familial et des placards
Prix : 110 000 F CFA.
• Des magasins à 50 000 F CFA
Conditions : 2 mois de garantie
Téléphone : 33 836 56 84 – 77 368 30 36

AVIS

Particulier cherche terrain en location
Zones : Hann, Khar Yalla, Sodida, Yoff
Minimum : 250 m2
Contacts : 77.299.96.72
ou 77.834.11.92

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Boulevard de l'Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur de la publication : **Mahmoudou Wane**
Directeur de la rédaction : **Mamadou Lamine Badji**
Rédacteur en chef : **Momar Dieng**
Rédacteur en chef délégué : **Bachir Fofana**
Chefs de desk : **Momar Dieng** - Politique
Bachir Fofana - Économie / Social
Maquette : **Renaud Lioult** (Directeur artistique), **Penda Aly Ngom**, **Fodé Baldé**
Photographe : **Amadoune Gomis**
Impression : **Graphic Solutions**

Régie publicitaire : **maimounaenquete@gmail.com**
Tél. : 77 834 11 90
aichafallenquete@gmail.com
Tél. : 33 825 07 31 / 77 299 96 72

GESTION DE SON SERVICE CLIENTS

Tigo lâche Call ME pour PCCI

Le centre d'appels Call ME a perdu la gestion du service clients de l'opérateur de téléphonie Tigo qui a contracté avec PCCI. Conséquence : une centaine d'emplois sont aujourd'hui menacés.

■ BACHIR FOFANA

Une mauvaise nouvelle pour le centre d'appels Call ME et une (très bonne) pour son concurrent PCCI. Pour la gestion de ses 3 millions d'abonnés, l'opérateur de téléphonie Tigo a lâché le premier pour le second. EnQuête a appris en effet que l'opérateur de téléphonie s'est aujourd'hui tourné vers PCCI après 10 ans de compagnonnage avec Call Me. Cette relation a pris fin depuis vendredi dernier.

Les raisons de cette fin de relation contractuelle seraient, d'après nos sources, liées à la mauvaise qualité dans la gestion du service clients de Tigo. "Tigo se plaignait souvent de la mauvaise qualité du service", révèle une source au sein de Call ME. D'après notre interlocuteur, les plus anciens téléopérateurs sur le plateau de Tigo n'ont pas plus de 2 ans d'ancienneté et beaucoup parmi eux ne maîtrisent pas assez bien les services de Tigo. Et du fait des récriminations incessantes de l'opérateur de téléphonie, celui-ci a finalement décidé d'aller voir ailleurs.

Conséquences : près de 120 emplois sont aujourd'hui menacés car c'est le plateau qui utilisait le plus de ressources humaines. En effet, les autres clients de Call Me (SENELEC, ONAS, Money Express, ...) n'utilisent pas autant de ressources humaines. Seul TIGO avait à sa disposition plus de 100 postes de travail. Mieux, certaines indiscretions soutiennent que c'est ce contrat qui prenait en charge l'essentiel de la masse salariale des travailleurs de Call ME.

Une information confirmée par Mme Mbayang Ndiaye Cissé, la Directrice générale de Call ME qui a reçu, hier EnQuête dans les

locaux vides jadis occupés par le service client de Tigo.

"C'est un coup dur", selon la directrice

Elle dément toutefois que cette séparation soit liée à un problème de qualité de services. D'après Mme Cissé, un contrat liant son centre d'appels et Tigo courait jusqu'au mois de juin. Et avant la fin du contrat, l'opérateur leur a notifié qu'il "comptait lancer un appel d'offres" dicté par les procédures du groupe auquel il appartient. "Si c'était un problème de qualité, ce ne seraient pas les éléments de notre outil de travail qui seraient dans l'appel d'offres. Si on nous reprochait la qualité, 50% du personnel du service clientèle de Tigo ne proviendraient pas de Call ME", se défend Mme Cissé qui rappelle que Tigo et Call ME travaillent ensemble depuis 2002.

Du nouvel appel d'offres, la directrice de Call ME révèle que l'opérateur leur a signifié que les offres se jouaient entre sa société et PCCI, et qu'il souhaitait "rediscuter du prix". "On se doutait qu'en lançant cet appel d'offres, Tigo cherchait à diminuer le coût des prestations. Car ce n'est pas la première fois que Tigo fait cette demande. D'ailleurs, ce qu'on gagnait avec eux en 2002 a beaucoup régressé en 10 ans". Mais malgré cette revue des prix à la baisse, Call ME n'était toujours pas au même niveau que son concurrent PCCI.

"Il y aura des réductions de personnel"

Ce départ de Tigo aura des conséquences sur Call ME. "C'était notre plus gros client. Son départ, il faut le reconnaître, ça pèse lourd. On a d'autres clients, c'est vrai, mais pas aussi important que Tigo par rapport à l'activité. C'est

un coup dur mais on est des professionnels et on se doit de rebondir", avoue la directrice de Call ME qui ajoute : "Il ne faudrait pas qu'on se trompe, il ne faudrait pas qu'on se leurre. Il y aura des réductions de personnel à Call ME. Pour ceux qui peuvent être redéployés ailleurs, on est en train de le faire. Mais on ne peut pas reclasser tout le monde. C'est sûr qu'il y aura des départs. Maintenant, on fera tout dans les règles de l'art, dans le respect des droits des travailleurs". Et de sa collaboration avec Tigo, Mme Cissé en tire une fierté et n'a aucun regret. "C'est 10 ans de compagnonnage, 10 d'accom-

pagnement. Il y a eu des hauts et des bas, de notre côté comme du côté de Tigo. On s'est fait quand même un nom grâce à Tigo et on le clame haut et fort. Et ce qui nous a valu une présence forte dans la sous région (Mali, Guinée, Mauritanie, Côte d'Ivoire). Si c'était à refaire, on allait le refaire avec eux", dit-elle non sans faire remarquer que Call ME est le premier centre d'appels à avoir cru "au marché local et au marché sous régional. On n'a jamais cru au off shore. Aujourd'hui que le off shore est menacé, tout le monde se rue vers le local et la sous région. Mais c'est normal". ■

Bacheliers, Pratiquez déjà votre futur métier

En intégrant l'Institut Mercure du Groupe Sup de Co Dakar, qui vous offre une formation en

Alternance Ecole-Entreprise

Licences Professionnelles

- Gestion des Ressources Humaines
- Marketing- vente
- Commerce International
- Finance - Comptabilité
- Télémarketing

Nos atouts

- Formation en Alternance Ecole-Entreprise (3ème année de Licence)
- Des locaux conviviaux et des salles de classe confortables
- Un corps professoral professionnel utilisant la méthode des cas
- Nos entreprises partenaires vous accueillent pour votre formation pratique



INSTITUT
MERCURE

Sup de Co - Campus Point E,
Rue 48 x Rue de Kaolack, Point E
Tél. (221) 338599595
E-mail: mercure@supdeco.sn
www.supdeco.sn

DROIT DE RÉPONSE DE LA SOCAS

Suite à l'article signé par M. Fara SYLLA, paru dans le N°371 de EnQuête du mardi 04 septembre 2012, le Directeur général de la SOCAS, M. Éric BINSON tient à exercer son droit de réponse contre des allégations visant à ternir l'image de la SOCAS, qui œuvre depuis plus de quarante ans dans la vallée du fleuve Sénégal, en parfaite collaboration avec le monde paysan.

S'il est vrai que la SOCAS connaît cette année un petit retard dans le règlement des tomates fraîches achetées aux paysans, nous souhaitons rétablir ci-après la vérité des chiffres :

La SOCAS a rempli ses engagements d'achat et a été cette année encore le plus gros collecteur et transformateur de tomates fraîches du Sénégal.

À ce jour, les deux tiers de la récolte sont déjà payés aux paysans, soit plus d'un milliard (1 000 000 000) de F Cfa, dont une bonne partie depuis plus de deux mois (contre moins de 400 Millions de francs Cfa pour ses concurrents).

Les mesures récentes prises par l'État du Sénégal pour diminuer et réguler les importations de triple concentré, afin de faciliter l'écoulement de la production de double

concentré de tomates fabriqué à partir de tomates fraîches produites au Sénégal par nos producteurs, devraient permettre à la SOCAS de payer le solde s'élevant à 400 millions de F Cfa avant la fin du mois de septembre.

Enfin la SOCAS s'étonne de la réaction violente de certains paysans a priori mal informés, d'autant qu'un point régulier est fait avec leur représentant M. Abdoulaye DIENG, Président du CNCFTI (Comité national de concertation sur la filière tomate industrielle) dont la SOCAS fait partie et reste le plus gros contributeur financier.

ÉRIC BINSON
Directeur Général

NDRL :

Votre droit de réponse devrait plutôt être une séance d'explication avec les paysans à qui vous devez "cette année un petit retard dans le règlement des tomates fraîches achetées". Ce sont ces producteurs qui ont barré la route au ministre de l'Agriculture pour lui faire part des difficultés de leur filière. Et ce sont ces mêmes producteurs qui ont déclaré à Benoît Sambou que la SOCAS leur doit 1 milliard de francs Cfa. Pour le reste, personne ne doute de votre bonne foi du moment que vous vous engagez à solder ce que vous devez aux producteurs de tomates "avant la fin du mois de septembre". ■

MARCHES PUBLICS

OFFRE DE SERVICES D'ASSISTANCE ET DE CONSEILS AU SECTEUR PRIVE

Le Cabinet Procurement Consulting Group (PCG), spécialisé dans le secteur des marchés publics, propose aux candidats un accompagnement pour leur permettre d'optimiser leurs réponses aux marchés, à travers une assistance dans des domaines tels que :

- L'identification et l'exploitation des opportunités de marchés au niveau national et de l'UEMOA ;
- L'exploitation des Dossiers d'Appel d'Offres ;
- La préparation des offres ;
- L'exercice des recours ;
- La négociation, et la gestion des Contrats ;
- Le suivi de l'exécution des contrats ;
- La mise en place d'une organisation managériale adaptée ;
- La formation des agents impliqués.

Contacts : +221 33 869 05 85/84/82 ; +221 70 785 51 51 ;
www.pcgseegal.com

GESTION DES DONS COLLECTÉS POUR LES SINISTRÉS

Macky Sall demande “une transparence absolue”

■ GASTON COLY

Hier en Conseil des ministres, il a beaucoup été question des inondations qui sévissent au Sénégal. Ainsi, à la suite du grand élan de solidarité dont les Sénégalais ont fait preuve face au désarroi des sinistrés, le président de la République a insisté sur la nécessité “d’une transparence absolue quant à la gestion des sommes obtenues”. Ainsi, Macky Sall a souligné “l’obligation de publier la liste

des donateurs et de faire un compte-rendu exhaustif des dépenses engagées”, dans un communiqué parvenu à *EnQuête*.

Par ailleurs, le chef de l’Exécutif a insisté sur “la mise sur pied d’un dispositif unique de coordination et de suivi des actions menées dans les zones inondées”. En outre, il a souligné la complexité de la question des inondations et noté “la nécessité d’une articulation, dans une approche globale, de la gestion des eaux pluviales, de la politique foncière, de l’aménage-

ment des infrastructures et de l’habitat et de la gestion des réseaux d’assainissement”. De ce fait, indique le communiqué du Conseil des ministres, Macky Sall compte mettre en place une politique d’habitat social efficiente et qui doit tenir compte d’une nouvelle politique urbaine ; “à cet égard, poursuit la note, il a demandé au Premier ministre de faire recenser, de façon exhaustive, dans le périmètre des régions de Dakar et de Thiès, l’assiette encore disponible pour abriter les projets d’habitat et pour la création de nouveaux pôles urbains”.

De ce fait, le communiqué rapporte que le président de la République a demandé au Premier ministre de faire désormais appliquer rigoureusement toutes les prescriptions en matière de lotissement, d’urbanisme, de construction et d’habitat et, en ce qui concerne en particulier la sécurité dans le domaine aéroportuaire, de faire prendre les mesures que la situation de risques impose. ■

VIOLENCES PRÉÉLECTORALES

Les victimes menacent le Sénégal de plainte

Huit mois se sont écoulés depuis que des Sénégalais avaient été tués et d’autres torturés par des policiers lors de manifestations préélectorales. Et depuis lors, les procédures judiciaires n’ont pas connu des avancées pour la majorité des cas. De quoi énerver les collectifs des victimes et leurs familles qui ruent dans les brancards.

■ AMADOU THIAM

Les violences préélectorales continuent encore de défrayer la chronique. Hier, lors d’une conférence de presse, le Collectif des victimes et des familles de victimes de ces violences a menacé l’État du Sénégal de plainte auprès de la Cedeao face à des “lenteurs judiciaires” dans le traitement des différents dossiers. Il ressort en effet du point de presse sur l’état de leur avancement, que sur les 25 cas de violence répertoriées (9 décès et 16 tortures) par le collectif, seuls deux ont enregistré des avancées. Ce sont les cas de torture ayant conduit au décès de Ousseynou Seck battu à mort par des policiers à la Patte d’Oie, à Dakar, et de Bana Ndiaye et Mamadou Sy

tués par balles par des forces de l’ordre à Podor. En outre, le Collectif a fait savoir que la procédure suit son cours, comme le cas de Mamadou Diop tué par le véhicule dit Dragon de la police lors d’une manifestation du mouvement 23 juin (M23) à la place de l’Obélisque à Dakar.

Pour le reste, le Collectif a informé ne disposer d’aucune information. “Il y a des dossiers que la police même n’a pas retrouvés”, a avancé Rokhiyatou Gassama, une des plaignantes. “Nous n’avons pas senti la justice sénégalaise sur ces affaires qui concernent pourtant des jeunes qui voulaient le changement”, a-t-elle déploré. Le ministre de l’Intérieur Mbaye Ndiaye “n’a pas respecté sa parole de lutter contre l’impunité quels que soient les coupables car jusque-là, il n’a rien

fait”, selon Rokhiyatou Gassama qui ajoute que Mbaye Ndiaye aurait loué le travail effectué par le commissaire Arona Sy, devenu conseiller de la tutelle, qui dirigeait les policiers lors des manifestations en question.

Au cours de la conférence de presse, Cheikh Moussa Camara, le représentant des six jeunes arrêtés pour le meurtre du jeune policier Fodé Ndiaye, le 27 janvier 2012, est revenu sur les tortures, les sévices et les brimades subis en prison et à l’Ecole nationale de police. “Les policiers ont utilisé même des produits nocifs qu’ils ont mis sur les parties intimes des jeunes sans oublier les électrocutions”, à en croire M. Camara. Ces actes n’auraient cessé que lorsque les défenseurs des droits de l’Homme les ont dénoncés. Et malgré les efforts faits par le Collectif, seul un de ces jeunes arrêtés a été libéré. “Normalement, tous ces jeunes devaient être libérés parce qu’ils ont tous été arrêtés pour la même cause”, s’est écrié Cheikh Moussa Camara. Aussi, le Collectif a-t-il appelé les autorités et le Président Macky Sall à faire des efforts en vue de libérer tous les jeunes concernés.

Pour l’heure, le Collectif a prévu des réactions face à ce qu’il considère comme des lenteurs judiciaires : des visites auprès des leaders d’opinion pour leur faire part de la situation de ces victimes. Rokhiyatou Gassama et ses amis invitent aussi les jeunes de Colobane à rejoindre le Collectif afin de mener à bien ce combat. ■

MODE DE SAISINE DE LA COUR AFRICAINE DES DROITS DE L’HOMME...

Cette “déclaration spéciale” qui irrite

■ AMADOU NDIAYE

Mécontents. Les défenseurs des droits humains le sont vis-à-vis de la Cour africaine des droits de l’Homme et des Peuples qui les a pourtant conviés à un séminaire national de sensibilisation sur son travail. Mais les débats ont tourné à la dénonciation en règle des “tares” de la juridiction.

Premier point ciblé : l’article 5 du protocole portant sur la saisine de la Cour. Il donne à l’État l’exclusivité de saisir la juridiction. Ce qui est “inadmissible”, aux yeux de Me Assane Dioma Ndiaye, président de la Ligue sénégalaise des droits de l’Homme. “On ne peut pas, après tant d’efforts déployés pour mettre sur pied cette Cour, limiter sa saisine aux seuls États”, a-t-il critiqué. Comme plusieurs autres ayant pris part à la rencontre, l’avocat ne comprend pas que les ONG et les personnes n’aient pas la

possibilité de saisir directement la juridiction continentale. Conseiller spécial à la Présidence de la République, Abdou Aziz Diop est d’avis que la question de la saisine par les ONG et les individus ne doit pas être suspendue à la “déclaration spéciale”, uniquement réservée aux États. Plus incisif, il a ajouté que si cela n’est pas changé, la contestation irait crescendo en Afrique. “Si la Cour avait fonctionné normalement, Laurent Gbagbo ne se trouverait pas aujourd’hui à la Cour pénale (internationale)”, a-t-il lâché, amer, à l’assistance. Ainsi, Me Assane Dioma Ndiaye et plusieurs participants ont réclamé une réforme statutaire de la Cour africaine des droits de l’Homme et des Peuples, surtout en son article 5.

Ces plaintes ne semblent pas être tombées dans l’oreille d’un sourd, puisque le président de la Cour, le Burundais Gérard Niyungeko, a évoqué la volonté politique comme gage d’une bonne marche de la juridiction. “Selon le protocole créant la Cour,

celle-ci a la possibilité d’introduire des amendements ; seulement, la décision finale appartient aux États membres”, a-t-il informé. A l’en croire, la Cour a introduit deux recours pour revoir l’article 5 et la “déclaration spéciale” mais que ce sont les États membres qui sont encore réticents.

Le Sénégal refuse de s’engager fermement

A preuve, l’attitude du Sénégal dont Amadou Bal, le directeur de cabinet du ministre de la Justice, a laissé entendre que la “déclaration spéciale” était à l’étude. Ainsi, le pays n’est pour le moment pas en mesure de faire cette “déclaration spéciale” qui permettrait de saisir directement la Cour. M. Bal a laissé entendre une possible jonction de la Cour avec celle spéciale prévue au Sénégal pour juger l’ancien président tchadien, Hissène Habré.

Las, les défenseurs des droits de l’Homme et universitaires ont dit leur déception face à une absence d’engagement “ferme” du Sénégal sur la “déclaration spéciale”. A ce jour, seuls 5 États de l’Union africaine (Burkina Faso, Mali, Ghana, Tanzanie et Malawi) y ont souscrit, sur les 51 pays ayant signé le protocole et les 26 qui l’ont ratifié. ■

ABUS DE CONFIANCE PRÉSUMÉ

Pour un “trou” de 900 000 F Cfa, l’ex-immigré conduit son neveu à la barre

En procès pour une affaire d’abus de confiance portant sur 900 000 F Cfa, l’oncle Mamadou Dieng et son neveu Mamadou Niang seront départagés le 6 décembre prochain par le tribunal de Dakar.

Une déchirante histoire d’abus de confiance entre un oncle et son neveu a atterri à la barre du tribunal de Dakar. Les faits remontent à 2005 quand Mamadou Dieng, qui venait fraîchement de rentrer au bercail après un long jour séjour à l’étranger pour chercher fortune, a voulu investir dans son terroir pour aider certains membres de sa famille. Constatant ainsi l’oisiveté dans laquelle baigne son neveu Mamadou Niang, l’oncle a décidé de l’aider en lui ouvrant une quincaillerie dont l’inventaire des marchandises de départ s’élève à 1 120 000 F Cfa. Mais au bout d’un an, le neveu disparaît un beau jour tout en fermant la boutique qui générât, d’après lui, 100 000 F Cfa par mois. Trois jours plus tard, le “fugitif” a appelé son oncle pour lui annoncer sa décision d’émigrer en Espagne via les pirogues “barça wala barsaq” (atteindre Barcelone ou mourir). Ainsi, Mamadou Niang s’exila-t-il en Espagne sans avoir rendu compte de sa gestion de la quincaillerie à son oncle employeur. “Il est parti sans me faire l’état de sa gestion”, a dénoncé, hier à la barre, M. Dieng qui a confié que l’homonyme s’est contenté de lui rétorquer : “J’ai fait mes propres rapports.”

“Un personnage vraiment atypique”

Rapatrié d’Espagne quarante jours plus tard, Mamadou Niang sera pourtant réadmis dans la quincaillerie grâce à la médiation des parents auprès de son oncle. Mais avant de redémarrer toute activité, le bailleurs contraind l’employé à lui faire l’inventaire des marchandises. Après coup, Mamadou Niang a dit à son oncle que les produits s’estimaient à 1 124 000 F Cfa, soit un petit excédent de 4000 francs que la mise de départ. De fait, il y avait un trou de 944 500 F Cfa d’après l’employeur qui soupçonne le prévenu d’avoir payé son voyage espagnol avec cette somme.

À la barre, Mamadou Niang, qui a donné du fil à retordre au juge, a battu en brèche cette accusation, soutenant que l’argent avec lequel il a payé son voyage lui a été donné par son frère. Et plutôt que de répondre aux questions du juge, il a passé tout son temps à raconter sa vie et à tergiverser. Malgré moult injonctions du juge, rien n’y a fait. Mamadou Niang a continué sa mise en scène. Las de l’attitude du mis en cause, la robe rouge l’a taxé de personnage atypique avant de le menacer d’exclusion de la salle d’audience tout en continuant le procès sans lui. Puis, à la question de savoir s’il reconnaît les faits qui lui sont reprochés, le prévenu a lâché : “C’est mon oncle qui m’a prêté les fonds investis dans le magasin. Et je lui ai déjà rendu ces fonds, maintenant, la quincaillerie m’appartient”. “Où sont vos preuves”, lui a demandé le juge. “Je n’en ai aucune”, a dit le prévenu.

Dans sa plaidoirie, la partie civile a relevé en Mamadou Niang “un personnage vraiment atypique qui a tenu en haleine l’ensemble de la salle d’audience”. En outre, elle a récusé la ligne de défense du neveu à qui il est réclamé la somme de 1 500 000 à titre de dommages et intérêts. Mais pour la défense, “même si le prévenu n’est peut-être pas trop intelligent, il est honnête”. Sinon, a-t-elle soutenu, “comment comprendre qu’après un an de gestion on ne lui réclame que 900 000 F Cfa” ?

Au juge de tranché le 6 décembre prochain. ■

ASSANE MBAYE

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Abdoul Mbaye en roue libre

Pour ce premier grand oral, le Premier ministre aura fort à faire. Car, selon les informations glanées par EnQuête, le président de la République n'a ni censuré son Premier ministre, ni retouché le texte de déclaration de politique générale qu'Abdoul Mbaye s'apprête à faire.



■ GASTON COLY

A lors que son Premier ministre Abdoul Mbaye peaufine son grand oral, il revient à EnQuête que le président de la République n'a pas voulu retoucher au contenu de la Déclaration de politique générale (DPG). Macky Sall a

laissé Abdoul Mbaye définir, à sa guise, la politique du gouvernement. Ce faisant, le chef de l'État laisse ainsi la responsabilité de la mouture qui sera soumise, lundi, à l'appréciation des députés et, par ricochet, des populations sénégalaises.

Il faut du reste relever que le Secrétaire général du gouvernement,

M Seydou Guèye, participe, du fait de sa position, à la confection de la Déclaration de politique générale. Il est ainsi l'œil du président de la République, posture confortée par son statut de Porte-parole de l'Alliance pour la République (APR).

Des proches de Macky Sall expliquent cette attitude par le fait que le chef du gouvernement connaît les engagements que le président de la République a pris vis-à-vis des Sénégalais lors de sa campagne pour la présidentielle de février dernier. Ils laissent également entendre que le Premier ministre n'ignore ni les engagements que Macky Sall a pris avec le peuple des Assises nationales, ni le contenu de son programme Yoonu Yakkute. Et de ce fait, Abdoul Mbaye est à même de définir le programme du gouvernement sans pour autant que Macky Sall ait quelque chose à redire. Enfin, on avance l'argument de "l'élégance républicaine" qui voudrait que le Président fasse confiance

à son Premier ministre.

Du reste, la Constitution en son Article 42 stipule que "le président de la République (...) détermine la politique de la Nation". Et donc, donne au chef de l'État les prérogatives de se déterminer par rapport au calendrier d'exécution de la politique de développement économique et sociale du Sénégal.

Abdoul Mbaye est à la tête du gouvernement depuis le 03 avril 2012, après prestation de serment du Président Macky Sall, le 2 avril 2012. Le Premier ministre est à la tête d'un gouvernement de 25 ministres. Des critiques ont été émises depuis l'installation du premier gouvernement de l'ère Macky Sall sur le profil de certains de ses membres. Des leaders de la société civile, à l'image d'Alioune Tine, président de la Rencontre africaine défense des droits de l'Homme (RADDHO), ont dénoncé sa "forte politisation" alors que les compétences de certains de ses membres sont mises en épingle. C'est donc un test majeur pour le Premier ministre Abdoul Mbaye qui devra décliner en Français, langue officielle et en Wolof (sans doute pour répondre aux questions des députés), la vision du président de la République. Et ensuite donner du rythme au gouvernement, dans un contexte international marqué par une crise économique et financière. ■

CHARLES MENDY, SÉNATEUR

"Je cesse toute activité politique, je retourne à mes affaires"

Le sénateur Charles Mendy, responsable politique du Parti démocratique sénégalais (PDS), a confirmé avoir définitivement tourné le dos à la politique. "J'ai cessé toute activité politique pour convenance personnelle, la politique me dégoûte maintenant", dit M. Mendy joint au téléphone par EnQuête. Et ce dégoût de Charles Mendy est dû à plusieurs facteurs, mais plus particulièrement parce qu'"on prend souvent les politiciens pour des menteurs et des voleurs, alors que dans toutes les catégories sociales, il y a des voleurs et des menteurs". "Je ne vais pas continuer à fréquenter un monde où on me manque de respect", a-t-il martelé.

Mais encore, Charles Mendy ne supporte pas le fait qu'à chaque fois qu'il sort, bien habillé et avec une belle voiture, les gens voient en lui un politicien voleur et menteur. "Tout ce que j'ai, je le dois à la sueur de mon front et à personne d'autre. J'ai travaillé pendant 12 ans en Europe, avant de revenir investir au Sénégal ; j'ai ouvert des entreprises et c'est de cela que je vis." Sa vie sera désormais consacré à ses entreprises.

Cependant, Charles Mendy reconnaît que la plupart des politiciens confortent la position des populations vis à vis d'eux, en se comportant mal. Mais pour lui, ce n'est pas une raison pour que tout le monde s'érige en donneur de leçons. "Si je suis entré dans la politique, ce n'était pas pour chercher la richesse, mais c'était plutôt une passion, un engagement pour mon pays, pour gérer et participer à la gestion de ce dernier. Mais puisque nous sommes tous généralisés dans les magouilles, je retourne à mes affaires", a-t-il tenu à éclaircir. Ce n'est pas pour autant qu'il compte abandonner Abdoulaye Wade. ■

KHADY FAYE

AMPLEUR DES INONDATIONS

Le PIT met tout sur le dos des Wade

Le Parti de l'indépendance et du travail (PIT) pointe un doigt accusateur sur la gestion chaotique d'Abdoulaye Wade, devant l'ampleur des inondations de cette année. À en croire Magatte Thiam (*photo*), Secrétaire général dudit parti et ses camarades, "cette tragédie qui se ressent à Dakar, dans sa banlieue, à Touba et ailleurs au Sénégal, traduit toute l'ampleur de l'incurie du régime de Wade dans ce domaine comme dans d'autres, en dépit de l'énorme gâchis de ressources publiques qu'il a englouties dans ces localités, de 2005 à 2011, sous prétexte de travaux d'assainissement, pour lutter contre les risques d'inondations".

Selon le PIT, rien que dans la banlieue de Dakar, "plus de 62 milliards de francs Cfa ont été dilapidés dans le "Plan Jaxaay", qui était censé sortir les populations des zones inondées de la banlieue depuis 2005, pour les recaser dans des logements sociaux, sur des terrains aménagés et assainis". De ce fait, ils estiment que "l'ampleur du désastre causé dans cette banlieue par l'hivernage 2012, avec ces milliers de familles piégées dans des maisons inondées par les pluies diluviennes, relève du lourd passif que les nouvelles autorités ont hérité de la mauvaise gestion des inondations par le précédent régime". Pis, "l'extension des inondations dans des quartiers de Dakar qui étaient, jusque-là, épargnés, traduit non seulement l'ampleur des pluies de cette année, mais manifeste, avec flagrance, la politique de spéculation foncière ayant sévi à Nord-foire, Ouakam, Yoff... ; spéculation n'ayant même pas épargné les cités Jaxaay, elles aussi envahies par les eaux de pluies".

Face à ce drame national, le PIT s'estime heureux que "les populations sénégalaises de toutes conditions et de toutes confessions, avec à leur tête les hauts dignitaires religieux du pays, se sont

mobilisées comme jamais dans notre histoire, dans un très bel élan de solidarité pour aider les nouvelles autorités à faire face". Cependant, il suggère, en perspective du Conseil présidentiel sur les inondations, l'organisation d'une large concertation nationale sur la question, dont les conclusions et recommandations seront envoyées au Chef de l'État, en guise de contribution du peuple et de ses experts.

Dans une déclaration rendue publique hier, les camarades d'Amath Dansokho formulent des mesures d'urgence à prendre pour sortir les sinistrés des eaux. Ainsi, recommandent-ils dans le document, de recourir au génie militaire et aux Maisons préfabriquées du FESMAN, pour accélérer



les déplacements des sinistrés. De même faut-il, sans faiblesse, détruire les maisons ainsi libérées pour éviter leur réoccupation, et reloger les déplacés dans les Maisons préfabriquées aux fins de libérer les écoles occupées, dont certaines ont d'ailleurs des cours inondées. ■

INONDATIONS À SÉDHIU

Le Conseil municipal au secours des sinistrés

Le Conseil municipal de Sédhiou a décidé de voler au secours des victimes des inondations dans la commune, après les fortes pluies qui se sont abattues sur la partie sud du pays et qui ont fait des centaines de sinistrés.

■ LAMINE BA (correspondant, Sédhiou)

Le Conseil municipal de Sédhiou s'est réuni en présence de ses membres et des autorités administratives. L'accent a été mis sur le sort des commerçants du mar-

ché qui ont le plus subi de désagréments. "Nous avons unanimement décidé, à l'occasion de ce conseil municipal, de dégager une enveloppe d'un million deux cent mille francs pour les remettre aux sinistrés des inondations", a soutenu Amadou

Tidiane Ba qui, tout en minimisant cette enveloppe, a tenu à souligner que "les commerçants se sont installés sur des cantines construites de façon illégale et à l'insu de la mairie". Ainsi, "ils ont barré la voie d'évacuation des eaux de ruissellement. Ce qui a fait qu'ils ont été inondés", a renchéri l'ancien ministre qui a prévenu que "toutes les dispositions utiles sont prises par le Conseil municipal, pour déguerpier ces commerçants qui se sont installés sur ces canaux d'évacuation des eaux de pluies."

La cérémonie a servi de cadre au maire pour annoncer le démarrage des travaux d'installation de plusieurs projets infrastructurels qui devraient permettre à la ville de Sédhiou de se

développer ; il s'agit selon Amadou Tidiane Ba "de l'achèvement de la construction du marché central, la construction de la centrale d'achat des bananes, pour développer la filière, le centre multimédia, d'un coût de deux cents millions, pour le désenclavement numérique de la commune, la construction d'une boulangerie moderne, dans le cadre de la promotion de l'emploi des jeunes, entres autres projets de développement".

Amadou Tidiane Ba a profité de sa présence à Sédhiou pour remettre une enveloppe de 3,2 millions de francs Cfa à l'ensemble des associations sportives, en guise de subventions pour toutes les disciplines confondues. ■

MALICK NOËL SECK, LEADER DE CONVERGENCE SOCIALISTE

“Tanor Dieng, c’est le symbole d’un passé qui ne passe pas”

C’est un Malick Noël Seck toutes griffes dehors qui parle. Dans cet entretien accordé à *EnQuête*, le leader de Convergence socialiste réagit à l’annonce de la tenue du congrès sans être convaincu du départ d’Ousmane Tanor Dieng de la tête du Parti socialiste. M. Seck critique aussi le fonctionnement de son parti qu’il juge suranné, non sans mettre en garde le président Macky contre toute forme de népotisme.



■ PAR DAOUDA GBAYA

Le Bureau politique du Parti socialiste (PS) a annoncé l’organisation prochaine du congrès qui mettra en jeu le poste du Secrétaire général, Ousmane Tanor Dieng. Êtes-vous satisfait ?

A moitié. Ce que l’on attendait, c’est qu’Ousmane Tanor respecte sa parole et annonce qu’il ne sera pas candidat pour diriger le Parti socialiste. Il s’était engagé à ça dans une interview de *Jeune Afrique*, quelle que soit l’issue des élections.

Justement on ne l’a pas entendu dire le contraire...

Je crois que les faits nous montrent le contraire et il y a des signes annonciateurs. On a vu la sortie du Mouvement national des femmes socialistes qui a exigé le maintien de Tanor sans consulter nos instances. On a vu des groupuscules qui se sont levés, telle une machine, pour essayer de mettre la pression sur Convergence socialiste parce qu’on a osé répéter ce qu’il a dit ; c’est-à-dire quitter la tête du Parti socialiste. Toutes ces manigances font que nous ne serons pas étonnés de le voir briguer à nouveau le Secrétariat général. Aujourd’hui, il a été reconduit à la tête de l’Internationale socialiste. Qui veut respecter sa parole ne cherche pas à rempiler au niveau de cette instance. Dans notre tradition, le respect de la parole donnée est une vertu. Wade avait détruit ce principe que nous partagions tous ; nous l’avions combattu pour ça. Il serait dommage que Ousmane Tanor Dieng suive les traces de Wade.

“La présidentielle nous a montré une chose : 89% ont dit non à Tanor.”

Beaucoup de gens pensent que vous menez un combat personnel lié au fait que vous n’avez

pas été investi sur les listes de députés aux dernières législatives ...

La Convergence socialiste avait sorti, avant les investitures, un article intitulé “Pour que vive le Parti socialiste”. C’était justement pour qu’il n’y ait pas d’amalgame. Nous avons voulu défendre l’idéal.

Lequel ?

Il fallait que le Parti socialiste aille aux législatives seuls, car ces alliances hâtives risquaient de tuer le parti. Aujourd’hui, les faits nous donnent raison. Il fallait montrer que nous ne sommes plus avec la ligne choisie par le parti. Sachez que nous n’avons rien contre la personne d’Ousmane Tanor Dieng, mais c’est le symbole d’un passé qui ne passe pas. Aujourd’hui, il faut savoir partir et laisser la place à quelqu’un d’autre pour qu’il puisse réorganiser le parti.

Pourtant, vous avez battu campagne pour le candidat Ousmane Tanor Dieng à la présidentielle passée. Pourquoi n’aviez-vous pas relevé tous ces griefs ?

Nous avons battu campagne pour Tanor Dieng pensant qu’il y avait une stratégie derrière. On s’est rendu compte qu’au début de la campagne, on n’avait même pas un Directeur de campagne. On perd les élections, on dit qu’on va partir sur un nouveau départ. Le Secrétaire général qui avait annoncé son départ, pose des actes qui nuisent au parti. Il rend pratiquement le Parti à l’APR avec une vingtaine de députés.

Est-ce que ce n’est pas du réalisme d’autant que votre leader a enregistré un score aussi “lamentable” comme vous le dites ?

Oui mais... On a perdu 75% de notre électorat en 12 ans. Aujourd’hui, la présidentielle nous a montré une chose : 89% des électeurs ont dit non à notre candidat. A partir de ce

moment, il faut accepter de se retirer pour donner un nouveau souffle au parti et montrer à ceux qui ne votent plus pour le parti qu’on tient compte de leurs observations. Ensuite, aller sous la bannière du Parti socialiste avec une idéologie, un projet aux législatives. Quel que soit le nombre de députés qu’on aurait, ils auraient été des socialistes et qui auraient pu rester dans l’opposition.

Est-ce que vous n’êtes pas idéaliste, là ?

C’est une élection législative qui est différente de la présidentielle. A la présidentielle, nous avons présenté un candidat, 89% des Sénégalais lui ont dit non. Si jamais il avait respecté sa parole de se retirer de la tête du Parti socialiste et que nous allions sous notre propre bannière, je suis sûr que allions avoir plus de 11%. Et nous serions dignes dans nos bottes de socialistes pour faire face au pouvoir et continuer à nourrir la démocratie. Or, aujourd’hui, les partis de l’opposition ont rallié le pouvoir, Macky Sall a réussi à pacifier tout le monde de telle sorte que cela nous laisse sceptique quant à sa gestion.

“Il y a de la corruption au PS et nous avons besoin d’assainir tout cela.”

Vous êtes opposé à Benno Bokk Yaakaar ?

Je me considère socialiste pur et c’est ce qui peut sauver le Sénégal. Je pense que lorsqu’on a fait 11%, c’est le peuple qui décide de vous maintenir dans l’opposition. Ousmane Tanor Dieng a déclaré dans l’Observateur que “12 ans d’opposition, ça suffit !”. Ce n’est pas à lui de le décréter, c’est plutôt l’électorat. On est en train de gruger le peuple, de se caler à la victoire d’un autre pour bénéficier d’un travail qu’on n’a pas fait. Ce n’est de l’éthique ni de la morale. Il faut une moralisation de la vie politique ; il y a trop de clans et c’est ce qui est en train de fissurer le Parti socialiste. On ne milite plus pour un idéal mais pour se faire récompenser. Nous avons perdu notre identité. Nos responsables se sont mis en marron.

Comment entrevoyez-vous votre avenir dans le Parti socialiste en gardant cette position ?

Nous avons une Direction qui a trahi le parti mais tôt ou tard, cette direction va partir. Les hommes passent, le parti reste. Nous allons continuer à nous battre, adienne que pourra.

Dans une lettre que vous aviez adressée le 13 août au président du Conseil consultatif des sages de votre parti, vous écriviez que la défaite de Tanor Dieng “signe l’affaiblissement et la destruction de vos structures internes”. Expliquez-vous.

C’est le mode de fonctionnement de notre parti qui ne fonctionne pas pour pouvoir libérer les énergies. Nous avons des structures qui datent du Parti unique et qui favorisent le maintien de celui qui est à la tête du parti autant qu’il le voudra ; et qui puisse le transmettre à qui il veut. Tout se fait de la base au sommet. C’est un parcours du combattant qui pouvait se comprendre dans un régime autoritaire ou de parti autoritaire. Par conséquent, quiconque voudrait se présenter et qui ne partage pas le même point de vue que le Secrétaire général a très peu de chance pour y arriver.

Que disent les textes ?

Il faut que vous gagniez votre quartier, votre comité, votre section, votre coordination, votre département, votre région pour ensuite pouvoir prétendre affronter Tanor. Vous avez vu ce qui

s’est passé lors de l’investiture précédente. Malgré tout ce bruit autour de la candidature de Khalifa Sall et de Aïssata Tall Sall, personne n’était candidat. Ce mode de fonctionnement ne correspond pas au 21^e siècle. Comment vous-voulez qu’un jeune puisse adhérer au Parti socialiste s’il sait qu’il doit faire tout ce parcours avant d’arriver au sommet ?

Qu’est-ce que vous proposez en lieu et place ?

Il faut que l’on élimine ce consensus forcé. Au Parti socialiste, on ne vote plus. Un responsable m’a dit que ce qui a tué le parti, c’est qu’on ne vote plus. Les grandes orientations du Parti socialiste sont faites par applaudissements au Comité central. On prend des décisions à main levée. Les gens ne peuvent pas exprimer démocratiquement ce qu’ils pensent. Il faut qu’il y ait un retour à l’isoloir et que le parti arrête de dire au militant : “voté dafa gnaaw, nagnu waxtaan ba juboo” (le vote est vilain, cherchons le consensus). C’est pour moi, la plus grosse arnaque faite aux militants.

Votre camarade Barthélémy Dias s’est désolidarisé de vous. Est-ce que cela n’a pas changé vos rapports personnels ?

Si nos rapports sont aussi solides que ça, je ne crois pas que nos divergences politiques puissent les nuire. Nous avons d’excellents rapports. Quel que soit Alpha, mon combat est basé sur des principes. Il est hors de question de remettre en cause mes convictions. Maintenant Barthélémy est libre de choisir sa ligne, nous la respectons.

Est-ce que vous n’avez pas l’impression d’être seul contre tous dans ce combat ?

Nous avons accepté de prendre des coups et de dire les choses telles que nous les pensons. Si nous sommes rejoints dans cette lutte, c’est tant mieux, mais nous aurons fait ce qu’il est juste de faire. Nous souffrons de manque d’urne et d’isoloir. Il y a de la corruption chez nous et nous avons besoin d’assainir tout cela.

Pouvez-vous nous donner un exemple de corruption ?

Elle va du communautarisme, au droit de cuissage en passant par la petite corruption avec les petits boulots octroyés, l’intimidation, la pression. La corruption peut être pécuniaire comme sentimentale. Dire à quelqu’un : “Je suis ton père, je t’ai rendu un jour service, vote pour moi”, est une forme de corruption et ça ne fait qu’entretenir des clans.

“Certaines nominations de Macky nous laisse sceptiques.”

Quel regard portez-vous sur le régime de Macky Sall ?

On vient de sortir de l’ère Wade, le pays est exsangue, mais les choses s’améliorent. Mais restons très vigilants par rapport aux actes posés par le régime de Macky Sall. La manière dont il a fait certaines nominations nous laisse sceptiques.

Lesquelles exactement ?

Au hasard, il y a le frère de la première dame, Mansour Faye, qui a été nommé Délégué général à la protection sociale et à la solidarité nationale ; sa petite sœur Rokhaya Sall est dans les ambassades, Abdourahim Seck le mari de sa belle mère est nommé à Petrosen. Il y a Pape Dieng qui dirigeait la SIMELEC dont le premier client est la SENELEC... ■

CONCERT - COLLECTE DE FONDS POUR LES SINISTRÉS DES INONDATIONS

Quatre “Voix solidaires” visent 150 millions F Cfa

Ismaël Lô, Thione Seck, Omar Pène et le ministre de la Culture, Youssou Ndour, investissent ce samedi les planches du Grand Théâtre National pour un concert exceptionnel en faveur des victimes des inondations. Baptisé “Voix solidaires”, l'événement a pour objectif d'amasser 150 millions de recettes.



SOPHIANE BENGELOUN

“**E**n tant qu'artistes, c'est notre devoir de faire quelque chose pour les populations sinistrées. Après réflexion, j'ai conclu que la meilleure façon de procéder était de miser sur nos atouts propres, à savoir donner de la voix.” C'est ce qu'a expliqué l'artiste musicien Omar Pène (photo), hier, lors de la conférence de presse sur le concert que lui et trois autres ténors de la scène locale comptent donner ce samedi en faveur des victimes des inondations du mois d'août.

C'est donc accompagné d'un “big band” que Thione Seck, Ismaël Lô, Youssou Ndour et Omar Pène vont se produire au Grand Théâtre National. Avec des tarifs s'élevant entre 50 et 200 000 F Cfa en fonction de l'emplacement des sièges, cet événement entre le glamour et le caritatif a pour objectif d'atteindre les 150 millions de recettes. Un défi très probablement relevé d'ici le jour-J, si l'on en

croit le chargé de communication de Youssou Ndour : “Mercredi, à minuit, nous avons déjà franchi la barre des 92 millions de francs Cfa”, a affirmé Charles Faye.

Par ailleurs, au sujet du retour très attendu de l'actuel ministre de la Culture et du Tourisme, Youssou Ndour, après une longue absence de la scène, le staff d'organisation se dit toute confiante quant à son professionnalisme. Les promoteurs du concert de solidarité prédisent même une prestation stellaire du roi du mbalax : “Avec plus de 40 ans d'expérience de la scène derrière lui, cela ne fait aucun doute que Youssou Ndour sera à la hauteur, samedi. La preuve en est que malgré son emploi du temps, il prend sa participation au concert très au sérieux et tient à répéter comme les autres”, a révélé, sourire en coin, Omar Pène, non moins conseiller technique du ministre.

S'il n'y a pas d'album live, ni de single prévu pour le moment au menu de la formation “Voix solidaires”, Omar Pène n'exclut pas de faire des émules à l'avenir si l'événement est un succès. “Pour l'instant, le but est de réussir la soirée de samedi mais sait-on jamais, sur un prochain album, il pourrait y avoir un titre sur les sinistrés”, a-t-il déclaré. ■

TECHNOLOGIE - APPAREILS MOBILES

Vérone Mankou, smart again

VMK, le promoteur de la première tablette tactile africaine, récidive en dévoilant le premier smartphone conçu sur le continent. La commercialisation de ce produit, baptisé Elikia, est attendue pour la seconde quinzaine d'octobre.

D'abord annoncée pour le printemps et finalement repoussée, plus pour des raisons de marketing que de technique, la présentation du smartphone du congolais Vérone Mankou était prévue, hier, à Brazzaville. Il s'agit selon son promoteur du premier terminal de ce type conçu sur le continent. Doté d'un écran tactile de 3,5 pouces comme l'iPhone, fonctionnant avec le système d'exploitation

Android, il devrait offrir une utilisation fluide grâce à une mémoire vive de 512Mo et un processeur de 650Mhz. Si sa mémoire interne n'est que de 256Mo, elle est extensible jusqu'à 32Go via une carte mémoire.

Compatible avec les réseaux 3G (haut débit mobile), mais également équipé d'une fonction wifi, d'un système de géolocalisation GPS et d'un appareil photo d'une résolution de 5 millions de pixels, le smartphone a



été baptisé Elikia, qui signifie espoir en Lingala. “L'Afrique sommeille encore du point de vue des nouvelles technologies, mais le réveil est proche. C'est le message que je veux faire passer”, explique Vérone Mankou.

Commercialisé via les opérateurs Airtel, MTN et Warid au Congo Brazzaville au prix de 85 000 francs cfa (environ 130 euros) sous la forme

de package comprenant des gratuités, il devrait être disponible, selon son concepteur, dès la deuxième quinzaine d'octobre. L'objectif de Vérone Mankou est de vendre 50 000 unités en un an dont 10 000 dès le premier trimestre. Si son prix n'est pas inférieur aux produits des constructeurs chinois, l'entrepreneur insiste sur la qualité de ses composants et précise que son téléphone sera garanti un an. Le smartphone sera également présenté en octobre en Côte d'Ivoire à l'occasion du salon Télécom People. L'ouverture d'une filiale à Abidjan est sérieusement envisagée pour faciliter sa commercialisation dans le pays.

Une Way-C 3G en 2013

Fin 2011, le jeune patron avait déjà fait parler de lui en dévoilant la Way-C, première tablette tactile conçue en Afrique. Cinq mille exemplaires auraient depuis été vendus. Une deuxième version compatible 3G devrait être lancée début 2013. ■

(JEUNEAFRIQUE.COM)

MUSIQUE - NOUVEL ALBUM

Diohine invoque *Rok Sène*

BIGUÉ BOB

L'artiste Diohine Sarr annonce son retour sur scène, après un album sorti en 2006 et baptisé *Diohine*. La jeune femme installée en France a décidé de donner un nouveau souffle à sa carrière qui peine à prendre de l'envol. Elle compte mettre sur le marché un deuxième opus intitulé *Rok Sène* en novembre ou décembre prochain.

Hier, lors d'une séance d'écoute dans un studio de Dakar au profit de la presse, la chanteuse sère a présenté cinq de ses titres réalisés avec ses instrumentistes et ses choristes à

Paris où elle évolue. Les tubes *Africa*, *Wagmax*, *Rok Sène*, *Singan* et *Mayecor* balancent entre des rythmes de musique sère assez doux, assez consommables après une première écoute. *Rok Sène* (Dieu en langue sère) titre éponyme de l'album, est une reprise de la chanson de Shakira *La historia de mi vida*. Le reste des titres se fera à Dakar avec des musiciens sénégalais.

Il est prévu, après la sortie de l'album, une large campagne de promotion pour une meilleure connaissance de la chanteuse par les Sénégalais en général et la communauté sère en particulier. ■

CULTURE ET PRESSE

L'APC repense son organisation

Le projet de Promotion des entreprises culturelles et créatives au Sénégal (PECCS) organisait, hier à Dakar, un atelier à l'intention des journalistes afin de redéfinir avec eux les fondements de l'Association de la Presse Culturelle. La rencontre est une initiative soutenue par la coopération espagnole dans le cadre de la Fomento de Empresas Culturales y Creativas (FOMECC), dont le PECCS est la branche locale pour l'Afrique de l'Ouest. Il s'est donc agi de plusieurs sessions de brainstorming au cours desquelles les hommes de médias ont émis des idées qu'ils ont ensuite, grâce à une méthodologie innovatrice fournie par les agents PECCS, appris à

hiérarchiser, interconnecter puis restituer.

Pour Massamba Mbaye, Directeur général du groupe D-Média et président en exercice de l'Association de la presse culturelle, c'est surtout une occasion de partage entre les acteurs du milieu sur des thématiques qui les touchent. “Ma vision du cadre associatif du journalisme culturel est que les choses doivent être partagées afin que tous puissent se sentir inclus dans le processus au même niveau de responsabilité. De ce fait, les initiatives comme celle d'aujourd'hui sont, de mon avis, à saluer”, a-t-il déclaré.

Après la partie pratique de l'atelier, il a été question, pour les cadres de l'association, de communiquer sur un certain nombre de sujet intéressant les journalistes culturels avec, notamment, l'annonce d'une conférence internationale sur l'économie créative prévue du 14 au 16 novembre prochain à Dakar. ■

S. BENGELOUN

LES SECRETS DU
CHEF ALI BABA GUËYE

LA RECETTE

Poulet barbecue
mariné miel soja

Temps de préparation : 15 minutes
Temps de cuisson : 30 minutes
Pour 4 personnes

INGRÉDIENTS :

Le Vinaigre

- 1 poulet de 1,2 kg
- 4 cuillères à soupe d'huile d'arachide
- 4 cuillères à soupe de sauce soja
- 2 cuillères à soupe de miel
- 2 cuillères à soupe de jus de citron
- 1 cuillère à soupe de gingembre haché
- 1 gousse d'ail hachée
- 1 piment haché

PRÉPARATION

Couper le poulet en morceaux. Mélanger tous les ingrédients de la marinade et y faire mariner le poulet au moins 2 heures (voire toute la nuit) au frais, en retournant de temps en temps. Égoutter et faire griller les morceaux sur le barbecue, pas trop près des braises, environ 30 minutes en les retournant et en arrosant de marinade de temps en temps. ■

MOTS FLÉCHÉS • N°329 (FORCE 2)

Grid for Mots Fléchés N°329 (FORCE 2) with various words and clues.

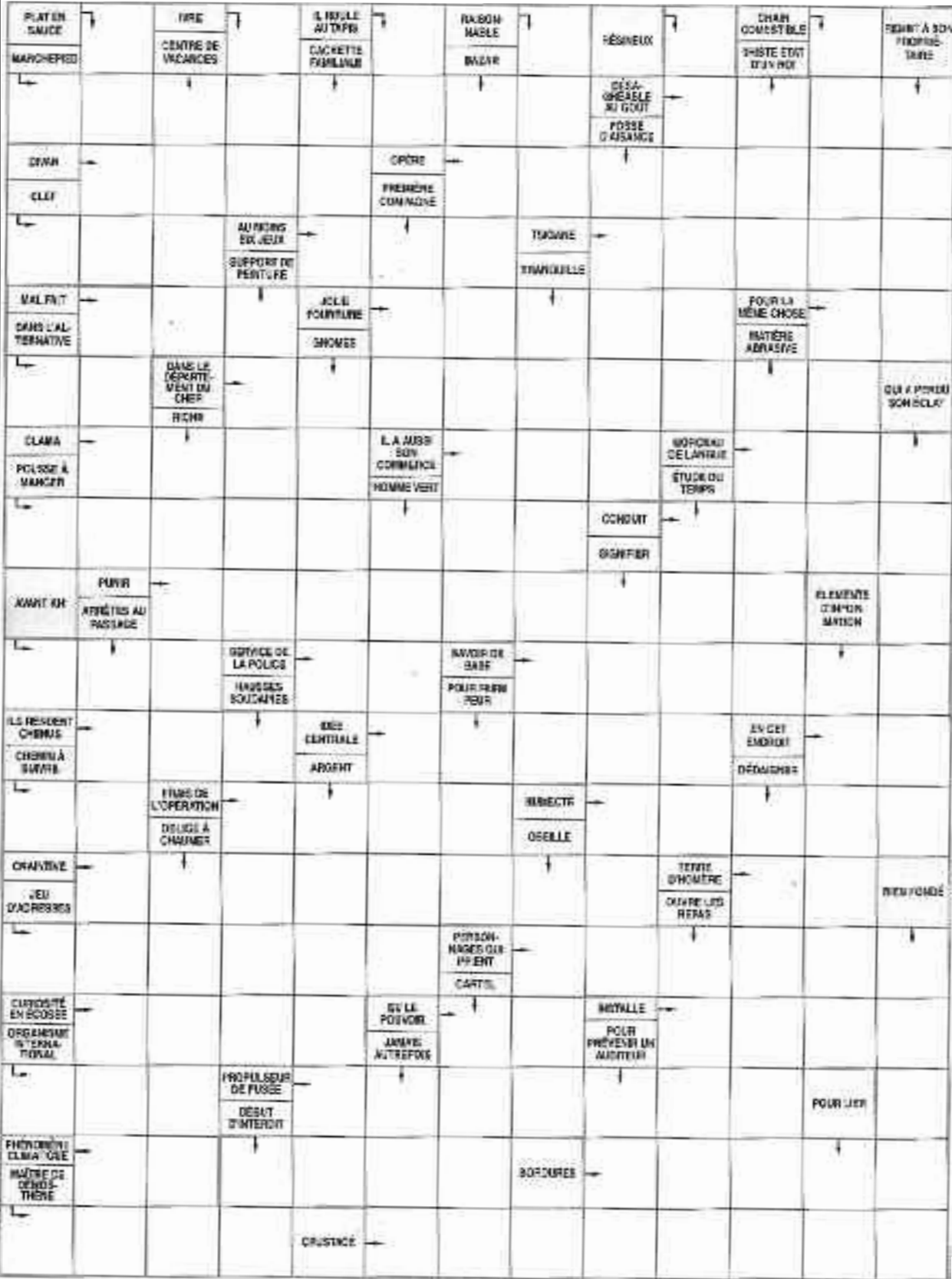
SUDOKU N°279

Citations: "Il faut imiter la source qui ne se tarit pas et non pas l'averse qui inonde la montagne." PROVERBE CHINOIS. "Lorsque les trains déraillent, ce qui me fait de la peine, ce sont les morts de première classe." SALVADOR DALI. Prières: HEURES DE MESSE, HEURES DE PRIERES MUSULMANES.

Sudoku grid N°279 with numbers 1-9.

Humour: Un garçon écrit a une fille qu'il aime : Le matin, je ne mange pas car je pense à toi. À midi, je ne mange pas car je pense à toi. Le soir, je ne mange pas car je pense à toi et la nuit je ne dors pas car j'ai faim... Mots Melés N°281: Fameux athlète tchèque. ALORS, AMENAGER, AUSCULTE, BAFFE, BARBELE, BEAUTE, CARPETTE, CHIMIQUE, COASSER, DECLAMER, DESOSSER, DOMAINE, ENROBE, FIGUIER, FRICTION, ICÔNE, INAPERÇU, INCONNU, LAINEUSE, LANCINER, MULATRE, NEGATIVE, NOTAIRE, PEUREUX.

MOTS FLÉCHÉS • N°339 (FORCE 3)



Horoscope

Bélier

Avec votre forme physique, vous aurez le pouvoir de gagner une certaine indépendance. Si seulement vous vouliez prendre quelques risques supplémentaires tout vous semblerait infiniment mieux. La réussite est toute proche de vous.

Taureau

Vous saurez préserver malgré tout un moral un peu endormi. Une diversion bienvenue vous conduit à réfléchir sur votre sort. Vous pensez pouvoir réaliser des prouesses dans une affaire qui vous séduit malgré les difficultés qu'elle semble présenter.

Gémeaux

Votre forme physique entrainera une certaine sérénité utile dans ce que vous aimeriez commencer. Laissez de côté vos angoisses qui vous empêchent parfois de réussir là où il n'y a pas tant de difficultés à surmonter. Vous pouvez avoir confiance en la vie qui vous apportera du bon.

Cancer

Saisissez la belle occasion qui va se présenter à vous. Attendez-vous à connaître de bonnes relations avec une personne proche de vous. Vous n'aurez pas la déception pressentie. C'est le moment d'essayer de faire bouger les choses. Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

Lion

Ce n'est pas la grosse forme mais cela n'est pas non plus l'abattement, Restez pratique et ne cherchez pas à vous compliquer la vie, Vous saurez vous acquitter d'une obligation contraignante sans trop de difficultés au grand étonnement de votre entourage.

Vierge

Pour être en pleine forme vous avez besoin de nouvelles énergies. Vous aurez des idées neuves sur différents problèmes. Suivez votre inspiration. Laissez-la vous guider vers de nouvelles aventures. Vous êtes en forme, allez vite faire ces nouvelles découvertes.

Balance

Des réels changements se profilent à l'horizon. Vous sortez enfin d'une période délicate et difficile. Votre comportement face à votre entourage s'en ressent car vous faites preuve d'énergie et de courage. Organisez votre emploi du temps en conséquences.

Scorpion

On parlera de vous et vous risquez de sentir venir le vent. Faites gentiment preuve de plus de compréhension. Les jugements portés sur vous, vous sont plutôt favorables. Faites en sorte qu'on ne vous oublie pas trop. Vous accepterez mieux les éloges et les compliments.

Sagittaire

Le moral est bon, mais prenez soin de le préserver en reprenant confiance en vous. Evitez soigneusement ce qui pourrait provoquer certains doutes en vous. Vous savez que vous pouvez y croire, vous l'avez déjà prouvé. La réussite est au bout du chemin.

Capricorne

Vous pourriez bien avoir un emploi du temps serré. Il s'agit de rendez-vous sentimentaux. Vous aurez des centaines de contraintes difficiles à respecter. De trop fréquents déplacements pourraient bien vous fatiguer, prenez le temps de bien vous reposer.

Verseau

Vous pensez pouvoir gagner sur ce terrain-là et les événements vous donnent raison. Il n'y a aucune indication contraire au diagnostic que vous faites sur la façon de procéder dans cette affaire qui n'est un mystère pour personne. Cela vous réussit et vous vous en félicitez.

Poissons

Vous allez vivre une situation assez inhabituelle dans laquelle vous saurez vous conduire avec habileté. Une nouvelle chance vous est offerte de convaincre. Prendre cette opportunité à la légère serait une attitude négative ce qui pourrait se traduire involontairement par un échec.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS • N°338 (FORCE 3)



Ça se passe à Dakar

BALAJO

Ven 7 sept : Mika Gomis (20h) - Sidy Samb (0h)

Sam 8 sept : Kya (acoustique 20h) - Bidew Boubess (0h)

GRAND THÉÂTRE

Sam 8 sept : Concert pour les sinistrés avec Youssou Ndour, Omar Pène, Thione Seck, etc.

STADE IBA MAR DIOP

Ven 7 sept : Concert pour les sinistrés avec Coumba Gawlo Seck

DUPLEX

Ven 7 sept : Discothèque

Sam 8 sept : Discothèque

CABANA CLUB

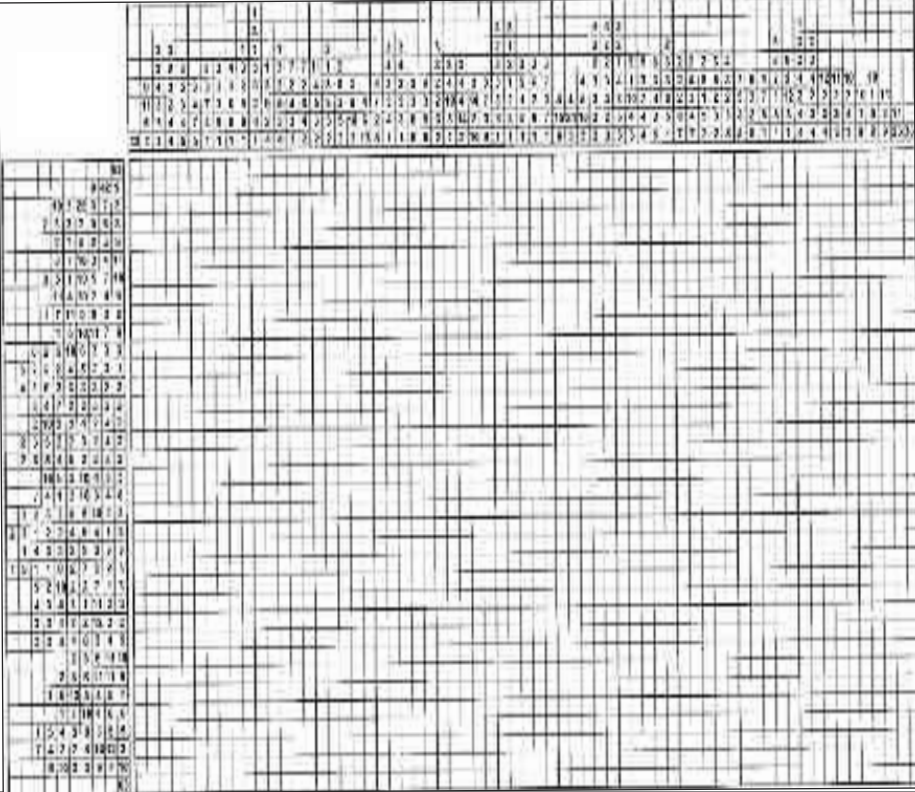
Sam 8 sept : Discothèque

VERTIGO

Sam 8 sept : Discothèque

Envoyez vos programmes à l'adresse e-mail : casepasseadakar@gmail.com

HANJIE N°6



Le grand achoppement des inondations sur le *Yoonu Yokkute* !



Des populations durement affectées par les inondations, ipso facto précarisées, ont estimé qu'il fallait surseoir à la reconduite d'une institution, qu'elles considéraient légitimement comme budgétivore et totalement inopportune. Sans nul doute, des lobbies assisardes et des politicards en mission commandée, ont infiltré ce tropisme anti-sénat pour amplifier cette exigence bien fondée des populations qui sont empêtrées dans la détresse des inondations. Le président de la République, par un exercice de lucidité exceptionnel d'homme d'État face à un défi majeur, a favorablement répondu à cet appel lancinant des populations. Nous ne pouvons que saluer cette grande capacité d'écoute et d'anticipation pour prendre en charge les aspirations légitimes du Peuple souverain.

Durant ces moments difficiles de l'épreuve, les Sénégalais ont admirablement démontré leur capacité de mobilisation, dans un formidable élan de solidarité, pour faire face au cataclysme brutal

et désolant des inondations. Nous avons été également impressionnés par l'expertise des différents spécialistes qui se sont succédé sur les plateaux de TV et les ondes des radios pour diagnostiquer les raisons profondes qui ont aggravé ce désastre, il est vrai naturel, mais compliqué d'une responsabilité humaine indéniable. Nous avons agréablement découvert que le Sénégal regorge de compétences dans tous les domaines ayant un lien direct ou indirect avec les inondations. TOUS s'accordent à l'idée qu'il faudra prendre dans l'avenir des mesures draconiennes, douloureuses et impopulaires, pour résoudre définitivement le problème et éviter de retomber dans les mêmes travers. Des sommes colossales doivent être trouvées et investies dans ce gigantesque chantier de restructuration des zones inondables. Des populations seront inévitablement déplacées de gré ou de force. Des concitoyens visés par ces déplacements pourraient refuser d'abandonner leurs maisons pour une destination moins valorisante que leur lieu d'habita-

tion initial. D'autres voudront coûte que coûte être indemnisés à la hauteur de leurs investissements. Alors des politicards, encore eux, prompts à sonner le tocsin contre le pouvoir qu'ils veulent déstabiliser avant de s'en emparer, vont exploiter cette énième épreuve des populations pour souffler sur les braises et leur demander de ne pas accepter les plans proposés. Ces plans doivent être judicieux et d'une équité indiscutable.

“Si demain, nous quittons le pouvoir sans régler le problème des inondations, nous aurions échoué”

Le Sénégal est un pays pauvre donc confronté à la rareté des ressources. Il faudra opérer des choix et des sacrifices seront inexorablement consentis. L'indignation intéressée, le règlement de comptes politicien, l'hypocrisie infernale, n'ont pas leur place dans la prise en charge de ces drames terribles provoqués par une catastrophe naturelle. Nous osons espérer que tous les vrais bons samaritains, les donateurs de leçons de comportement, et hélas des metteurs en scène du petit théâtre qui nous ont bien joué les bons apôtres au point de réveiller les soupçons de la cour des comptes et du ministre de l'intérieur, joindront leurs voix à celle des pouvoirs publics pour raisonner les récalcitrants au plan de restructuration. C'est le lieu de magnifier l'engagement sincère de certaines fortes personnalités, qui a positivement impacté sur l'épatant élan de solidarité des Sénégalais. “Si demain nous quittons le pouvoir sans régler le problème des inondations, nous aurions échoué” pour ainsi paraphraser un éminent frère membre du gouvernement, qui se prononçait à propos d'un autre défi du magistère de Macky Sall, dans un autre contexte. ■

ASS MALICK NDOYE

Chargé de communication de l'APR
(Fass Gueule Tapée Colobane)

LE YOONU YOKKUTE

Entre contraintes et promesses

En faisant voter la loi portant diminution du mandat du président de l'Assemblée nationale et en tentant maladroitement de modifier l'ordonnancement constitutionnel de nos institutions, par l'introduction d'une vice-présidence aux contours confus, dangereux et inacceptables, le régime libéral du Président Wade a réussi (involontairement ?) à exiger du peuple sénégalais une alternative à son pouvoir. L'observation scientifique des nombreuses modifications constitutionnelles et de leur dynamique laisse apparaître une cristallisation des crises politiques autour des joutes électorales et des enjeux de succession.

Tout compte fait, les stratégies du régime sortant n'eurent comme unique réponse à la problématique de la conservation du pouvoir que de pousser Macky Sall à quitter le perchoir de l'Hémicycle. Le Président Sall choisit de renoncer à tous ses mandats électifs obtenus sous les couleurs bleues. Cette attitude, aussi bien dans sa forme que dans son fond, marque une rupture fondamentale par rapport à tous ses prédécesseurs notamment les Présidents Daouda Sow et Habib Thiam, annonçant ainsi l'avènement du *Yoonu*

Yokkute. Il s'est, dès lors, inscrit dans la recherche d'une légitimation par le refus du chaos politique et économique et convoque les vertus cardinales léguées par nos ancêtres.

Alors, la fracture socio-économique peut-elle être remédiée par la vision prospective du *Yoonu Yokkute* ? Le développement envisagé à l'aune des foras et des réformes est-il une cible à portée de main dans un contexte national et international particulièrement chargé ?

En s'appuyant sur les considérations théoriques du programme présidentiel et les résultats encourageants enregistrés depuis l'accession à la magistrature suprême du Président Macky Sall, on peut clairement noter un espoir immense, attaché à la réalisation des promesses électorales. Mais à y regarder de très près, on pourrait être surpris par l'ampleur et la persistance des contraintes.

Les facteurs explicatifs exogènes sont d'abord analysés au regard de la configuration de la géopolitique sous-régionale avec les crises malienne, ivoirienne ou encore bissau guinéenne. La complexité de ces conflits et l'instabilité des dirigeants gambiens demeurent ensuite une menace sérieuse à la paix et au développement de notre pays. Sa préca-

rité intègre dans sa causalité et dans ses formes d'expression, des données incontournables du contexte international marquées par la vulnérabilité de l'économie sénégalaise du fait notamment de l'inégalité des termes de l'échange et de la surexploitation du système capitaliste mondial.

Au niveau interne, enfin, la plupart des analystes s'accordent sur les conditions générales constituant un terreau fertile à l'enlissement et à l'échec des politiques de développement. Les facteurs endogènes sont essentiellement endossés par les pesanteurs socioculturelles, la crise casamançaise, le climat de dégénérescence politique et sociale entretenu par les ambitions politiques de certains acteurs politiques voire de la société civile.

Certes, le Président Wade et son gouvernement peuvent s'enorgueillir des nombreuses réalisations en ressources infrastructurelles mais l'héritage laissé aux nouvelles autorités semble contrarier toutes les attentes projetées par le *Sopi*. La paupérisation et les misères sociales deviennent de plus en plus insupportables tandis que le débat sur la paysannerie aux abois, selon la formule de René Dumont, sont de nouveau à l'ordre du jour sur la scène médiatique. Au surplus, ce faisceau d'éléments explicatifs est-il suffisant pour justifier toutes les difficultés recensées et ressenties par nos compatriotes ?

La réponse, assurément négative, suggère de se référer à la récente déclaration du président de la République dont la quintessence repose sur la rigueur, la discipline et la responsabilité des citoyens sénégalais, un nouveau type de Sénégalais, auraient ajouté les leaders du mouvement “Y en marre”. *L'Etat, cette coquille vide* dont parle Léon Duguit, a justement besoin de toutes ses potentialités économiques et financières mais davantage de ses ressources humaines engagées sans réserve pour son développement et pour le respect de ses valeurs.

Dans cette perspective, les syndicats, les organisations professionnelles et estudiantines ainsi que toutes les associations à connotation corporatiste doivent trouver un modus vivendi pour différer la confrontation avec les pouvoirs publics. Ils pourront naturellement compter sur l'engagement du Chef de l'Etat selon qui, le règne du droit est l'astre conducteur de la démocratie et l'éthique, la voie indispensable, la seule possible, vers la réalisation de sa consolidation selon l'heureuse formulation du sociologue franco-russe, Georges Guirvitch. La gouvernance vertueuse, sobre, transparente et de rupture théorisée et progressivement mise en œuvre par le premier magistrat de notre pays est, à ce propos, rassurante. Il ne s'agit ni d'un slogan ni d'une simple vue de l'esprit mais d'une conviction

“Mon de A à Z”

A toi, jeune du Monde.
Attention ! Ne
Baisse pas tes bras devant ton ennemi
Combats-le jusqu'à avoir la paix
Défends ton honneur pour
ton bonheur
Épouse l'honnêteté ;
l'orgueil tue, fuis-le
Fuis le mensonge :
il est nuisance pour ta société
Gaspille ton énergie pour
l'unité universelle
Hérite les bonnes actions
des générations passées
Impossibilité ! Devant elle, essaie !
Jalousie ! Elle te nuit, elle ronge
ton cœur
Kidnappe tes désirs et confronte-les
à la raison !
Libère ton esprit et ton cœur
des mauvaises actions
Mêle-toi de ce qui te regarde ! Mais
Ne croise pas tes bras face au
développement de ton terroir
Où que tu sois, considère-toi le socle !
Profite de ce que tes possibilités
t'offriront
Quête pour le bonheur des autres
même s'il faut laisser des traces
Regarde devant toi, le passé sert
de leçon
Souviens-toi du legs de tes ancêtres
Tu seras alors un homme. Que Dieu
te préserve !
Use de toutes tes forces pour
ta réussite
Vains ! Car la vie est un éternel
combat
“Wagon, emporte-moi loin !” disait
Baudelaire désespéré. Ne sois pas
Xénophobe et ne fuis pas, quand
désespéré. Tes
Yeux, quand ouverts,
Zéutront un Monde injuste,
combats-le !!! ■

PAR ABDOULAYE FALL

ferme et dévouée pour un Sénégal émergent.

D'ailleurs, les premières décisions courageuses du Président Sall, en dépit des pressions politico-religieuses, en disent long sur sa volonté à s'appuyer sur sa légitimité populaire et son expérience politique incontestable pour apporter des corrections justifiées aux nombreux dysfonctionnements révélés dans la presse.

A cet effet, la gestion de la demande sociale, la promotion de la bonne gouvernance et la rationalisation de nos institutions sont des exemples assez illustratifs de sa détermination à assurer l'épanouissement du Sénégalais.

Voilà pourquoi, les Sénégalais, dans leur grande majorité, sont invités à accepter des sacrifices parfois douloureux, faire preuve de renonciation et de patience pour aider et faciliter la maîtrise des contraintes. La matérialisation des promesses telle qu'envisagées et prises en charge avec générosité par le Projet de société du Président Macky Sall est, de toute évidence, en route pour consacrer la rupture. ■

DR AMADOU TIDIANE LY/

UCAD

lamadoutidiane@yahoo.fr

CÔTE D'IVOIRE - SÉNÉGAL

Ces Lions qui font peur aux Éléphants

S'il est moins impressionnant en défense et surtout au milieu du terrain, le Sénégal s'appuie sur une ligne offensive redoutable conduite par trois fines gâchettes : Demba Ba, Papis Cissé et Moussa Sow.

Demba Ba : la terreur

En Angleterre où il est arrivé voilà un an et demi, Demba Ba possède une réputation de "serial killer". Il faut dire que le garçon n'a pas fait dans la dentelle quand il a débarqué en Premier League en janvier 2011 à West Ham. Puissant et adroit devant les buts, Demba Ba n'a pas eu besoin d'une période d'adaptation. Avec les Hammers, il inscrivit 7 buts en 13 rencontres. Le Sénégalais marqua tellement les esprits outre-Manche, qu'il n'accompagna pas West Ham en Championship (D2) après sa relégation. Acheté par Newcastle, l'ancien goleador d'Hoffenheim a continué de martyriser les défenses anglaises la saison passée, en compagnie de son compatriote Papiss Cissé. Avec 17 buts à son actif, Demba Ba a fait partie des meilleurs canonnières de la saison écoulée. Avec le Sénégal, le joueur de Newcastle connaît moins de réussite, mais il tend aujourd'hui à s'émanciper depuis que Mamadou Niang n'est plus titulaire. Auteur de 4 buts en 15 sélections avec les Lions, Demba Ba sera l'un des atouts majeurs de Josph Koto face à la Côte d'Ivoire.

Papiss Cissé : Monsieur un but par match

S'il avait laissé ses empreintes en Allemagne, tout le monde attendait de voir ce que Papiss Cissé réussirait avec Newcastle en Premier League. Arrivé chez les Magpies en janvier dernier, le jeune avant-centre sénégalais n'a pas mis du temps pour faire parler de lui en bien. Efficace tout de suite, il a marché sur l'eau empilant les buts à chaque sortie en Championnat. En une demi-saison, l'ex-homme buts de Fribourg a ainsi scoré à 13 reprises en 12 matches disputés ! Des statistiques effarantes ! En équipe nationale, Papiss Cissé est également un artilleur redoutable. En 19 matches avec les Lions de la Teranga, il a frappé à 10 reprises ! Samedi, c'est de lui que le danger devrait venir en grande partie. Les atouts

de Cissé : un réalisme incroyable devant les buts et une technique ciselée.

Moussa Sow : le baroudeur

Les dernières nouvelles concernant Moussa Sow ne sont pas du tout rassurantes. Touché en Championnat, l'ancien coéquipier de Gervinho à Lille n'est pas sûr de tenir sa place contre les Éléphants. Mais cela n'enlève rien au talent de ce robuste attaquant adroit devant les buts. Meilleur fusil du Championnat de France en 2011, Moussa Sow n'a rien perdu de son adresse à Fenerbahçe (Ligue 1 turque). L'ancien buteur vedette des Dogues fait feu de tout bois depuis son arrivée sur les rives du Bosphore où il a inscrit 11 buts en 22 rencontres. Avec le Sénégal, où il a longtemps été barré par les Niang, Camara et autres Diouf, Moussa Sow commence à faire son trou et à s'imposer comme l'un des hommes forts de la sélection. Avec les Lions, Sow en est à 6 réalisations en 18 sélections.

Et aussi...

Réduite la puissance de frappe offensive aux seuls Ba, Cissé et Sow serait une erreur. Hormis ces trois que tout le monde connaît, le Sénégal regorge dans ses rangs de jeunes loups aux dents longues. On pense notamment à Moussa Konaté, meilleur buteur des derniers JO ; à Ibrahima Touré, le goleador de l'AS Monaco ; ou encore Dame Ndoye du Lokomotiv Moscou. ■

SPORT-IVOIRE.CI



REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - COUPE DE LA LIGUE

La finale à Demba Diop, le 15 septembre

L'édition 2012 de la coupe de la Ligue, qui oppose l'AS Pikine à Niary Tally, aura lieu samedi 15 septembre, au stade Demba Diop de Dakar, a annoncé un communiqué de la Ligue sénégalaise de football professionnel (LSFP), selon l'APS. Des dirigeants de la LSFP et de l'AS Pikine, détentrice du trophée, avaient demandé la délocalisation de la finale au stade Léopold Sédar Senghor de Dakar, en lieu et place du stade Demba Diop, où elle s'est toujours jouée. Ils avaient invoqué la proximité du stade Demba Diop avec le quartier Niary Tally et le nombre important de supporters attendus à cette rencontre.

FRANCE

Giroud forfait, Sakho et Yanga titulaires

Aux soins depuis le début de la saison en raison d'un problème musculaire, Olivier Giroud est forfait pour le premier match de qualifications au Mondial 2014 ce vendredi face à la Finlande. "Il va faire un travail à part qui va lui permettre de jouer le prochain match, a déclaré Didier Deschamps en conférence de presse. Par rapport à son problème musculaire, c'est mieux pour lui qu'il ait plus de temps. J'aurais préféré avoir Olivier en pleine possession de ses moyens, mais c'est comme ça." Giroud out, Karim Benzema sera sans doute aligné seul à la pointe de l'attaque, dans un 4-3-3. Par ailleurs, DD a annoncé que la charnière centrale sera la même que face à l'Uruguay le 15 août dernier. Mamadou Sakho et Mapou Yanga-Mbiwa profi-

tent ainsi des tardifs retours de blessure de Adil Rami et Laurent Koscielny.

TRANSFERT

Le Real refuse 200 millions pour Ronaldo

Avant que le fair-play financier n'entre en vigueur, Cheikh Mansour est bien décidé à se faire plaisir. Cet été, le propriétaire émirati de City a de nouveau tenté sa chance pour ramener Ronaldo à Manchester. Selon *As*, il aurait transmis une offre de 200 millions d'euros au Real. Encore loin du milliard de sa clause libératoire, mais en acceptant la proposition, les dirigeants madrilènes auraient fait de Ronaldo le joueur le mieux payé au Monde puisque City lui promettait 20 millions par an. Pour se consoler, le président des Citizens s'est finalement rabattu sur Rodwell, Nastasic, Javi Garcia, Maicon et Sinclair... Cheikh Mansour nous a déjà habitué à mieux en matière d'achats compulsifs.

TENNIS

Federer tombe de haut

Arrivé en favori à l'US Open, Roger Federer a vu sa quête brisée par le Tchèque Tomas Berdych. Berdych a fait un grand match et avait déjà battu Roger Federer en Grand Chelem (Wimbledon 2010), mais le Federer 2012 donnait des garanties bien supérieures. Menant 11-4 avant ce match face au Tchèque, il pouvait en plus compter sur un été exceptionnel : un titre à Wimbledon, une place de n°1 mondial, une médaille d'argent aux Jeux Olympiques et un titre à Cincinnati. "J'ai vécu un été incroyable. Les objectifs ont été atteints. Mais là j'ai perdu et je ne pense qu'à ça", lâcha-t-il après le match avec, logiquement, beaucoup de mal à digérer la fin de cet état de grâce, lui qui en était à 21-0 lors des night sessions.

FOOTBALL - ÉLIMINATOIRES CAN 2013

Un dernier tour capital

Le dernier tour aller des éliminatoires pour la CAN 2013 se déroule ces 8 et 9 septembre 2012. Quinze rencontres sont au programme, dont le très attendu Côte d'Ivoire-Sénégal.

Les résultats des anciens champions d'Afrique, absents de la CAN 2012 (Algérie, Cameroun, Nigeria, RDC), seront également scrutés. Tous visent la qualification en phase finale qui se déroulera du 19 janvier au 10 février en Afrique du Sud.

Quelles équipes participeront au tirage au sort de la CAN 2013, le 26 octobre à Durban ? On en saura plus sur l'identité des quinze futurs qualifiés qui rejoindront l'Afrique du Sud en phase finale. Le dernier tour aller des éliminatoires se déroule en effet ce week-end. Au programme, quinze confrontations dont Côte d'Ivoire-Sénégal.

Le dernier pari de Didier Drogba

C'est la principale affiche de cette fin d'éliminatoires : Éléphants contre Lions de la Téranga, le 8 septembre à Abidjan. D'un côté, il y a des vice-champions d'Afrique menés par Didier Drogba, dont ce sera sans doute la dernière campagne, et qui

veulent absolument le titre continental. De l'autre, une équipe du Sénégal encore en chantier après sa CAN 2012 ratée.

Les Ivoiriens ont la faveur des pronostics. Ils mènent aux points face aux Sénégalais, avec 8 victoires contre 4 défaites et 2 nuls. Tout ceci incite le défenseur des Lions, Lamine Sané, à beaucoup d'humilité : "On va se donner les moyens de défendre les couleurs de la nation et d'aller à la CAN. Après, il faut être réaliste. Les Sénégalais savent contre qui on joue. Si on ne passe pas, c'est qu'on sera tombé contre une très grosse équipe de Côte d'Ivoire. Je ne vais pas dire que ce serait logique, mais ce serait compréhensible."

Algérie, Cameroun, Nigeria et RDC sous pression

Une non-qualification serait, en revanche, mal acceptée au Cameroun, en Algérie et au Nigeria. Ces trois anciens champions d'Afrique ont déjà manqué la CAN 2012.

Malgré le refus de Samuel Eto'o de revenir, l'équipe camerounaise doit réussir un résultat au Cap-Vert, le 8 septembre à Praia, face à des Requins Bleus difficiles à manœuvrer.

Même constat pour l'Algérie opposée à la Libye, le 9 septembre à Casablanca. La sélection algérienne veut démontrer ses progrès dans le jeu face à des Libyens plus expérimentés après leur participation à la CAN 2012. Le match aura lieu sur terrain neutre, au Maroc, mais le public sera sans doute acquis à la cause libyenne.

L'équipe du Nigeria, de son côté, se déplace à Monrovia pour défier le Liberia, le 8 septembre. Stephen Keshi, le sélectionneur des Super Eagles, a renouvelé le groupe, se privant notamment des services du milieu de terrain John Obi Mikel et de l'attaquant Peter Odemwingie. Un pari risqué.

Il faut aussi citer la RD Congo, vainqueur des CAN 1968 et 1974. Les Congolais partent un peu dans

l'inconnu face à la Guinée équatoriale, le 9 septembre à Kinshasa. Les Équato-Guinéens, coorganisateur de la dernière CAN, ont multiplié les naturalisations de joueurs étrangers.

Zambie, Ghana et Mali attendus

Deux autres sélections sont attendues au tournant : la Zambie, championne d'Afrique en titre, et le Ghana, nation africaine la plus régulière depuis quatre ans. Zambiens et Ghanéens devront se méfier de leurs adversaires. Les Chipolopolo reçoivent des Ougandais en progrès ces dernières années. Les Ghanéens, eux, accueillent des Malawites impatients.

Le Mali, 3e de la CAN 2012, veut conforter son statut face au Botswana. Lors de la dernière phase finale, les Maliens avaient battu les Botswanais (2-1) et ça n'avait pas été simple. Les retours en équipe nationale de Mahamadou Diarra et d'Adama Coulibaly seront précieux aux Aigles.

Enfin, comment ne pas parler du Maroc ? Les Lions de l'Atlas étaient bien présents en 2012 mais ils ont manqué leur dernière Coupe d'Afrique. Et, depuis, les résultats mitigés se sont accumulés. Le

sélectionneur belge, Éric Gerets, est donc de plus en plus contesté. Une contre-performance au Mozambique serait néfaste à la confiance des joueurs marocains.

Trois duels francophones

D'autres équipes abordent ce dernier tour avec moins de pression mais de l'ambition. Au premier rang, il y a la République centrafricaine. Les Centrafricains ont éliminé l'Égypte et rêvent de participer à leur première phase finale. En face, il y a le Burkina Faso. Les Étalons souhaitent tenir leurs promesses après avoir été sortis dès le premier tour des CAN 2010 et 2012.

Le Gabon, quart-de-finaliste il y a un an, et la Guinée, séduisante en 2012, auront également fort à faire au dernier tour aller. Les Gabonais défieront des Togolais peut-être renforcés par l'attaquant Émmanuel Adebayor. De leur côté, les Guinéens joueront contre des Nigériens sans sélectionneur, en attendant la probable nomination du Franco-Allemand Gernot Rohr.

A noter enfin que la sélection de Tunisie se déplace en Sierra Leone, que celle du Soudan affrontera l'Éthiopie et que Zimbabwéens et Angolais se jaugeront. ■

RFI.FR

FOOT : CÔTE D'IVOIRE/SÉNÉGAL - LES MILIEUX ET ATTAQUES

Lions peu expérimentés, Éléphants rusés et vieillissants

De jeunes *Lions* feront face à de vieux *Éléphants* au milieu et aux avant-postes des équipes, samedi à Abidjan en match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2013, en Afrique du Sud. Après analyse comparative des défenses, *EnQuête* se penche sur les deux compartiments du centre et des attaques respectives du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.

■ MAMADOU LAMINE SANÉ

MILIEU DE TERRAIN

Sénégal : L'inexpérience de jeunes ambitieux



Idrissa G. Guèye

“Le Sénégal a des lacunes au milieu de terrain”, a déclaré le sélectionneur des Éléphants, Sabri Lamouchi. Il ne croit pas si bien dire. Parfois noyé ou inexistant au milieu du match, le centre de l'équipe des Lions recèle beaucoup de failles surtout sur le plan repositionnement. Souvent cassé en deux avec de grandes distances entre les lignes, ce compartiment rend l'équipe sénégalaise vulnérable face à une Côte d'Ivoire joueuse avec des milieux combatifs et plus expérimentés.

Cependant, évoluant à trois depuis l'arrivée de Joseph Koto à la tête de la Tanière, avec deux milieux défensifs (Diamé et Gana) et un offensif (Sadio Mané), l'entrejeu sénégalais est devenu plus dense et plus créatif lors des trois derniers matches. Jeunes et fougueux avec les nouveaux milieux comme Gana Guèye, le Sénégal se montre plus agressif sur le porteur du ballon. Ou comme Cheikhou Kouyaté pour plus de vista et d'impact et Ricardo Faty pour plus de dynamisme et de volume de jeu. De plus, ces jeunes seront bien entourés par des

cadres comme Diamé et Pape Kouly Diop porteurs d'une dose d'expérience. Ratisseur, combattant visionnaire, relayer, créateur, le Sénégal dispose d'atouts certains pour faire un bon milieu de terrain. Reste à trouver la formule magique pour noyer l'ogre ivoirien.

Côte d'Ivoire : L'expérience pour combler le poids de l'âge

Dominateur, technique et physique, toujours collectif, le milieu de la Côte d'Ivoire s'articule autour de son régulateur, Yaya Touré. Le moteur des “Citizen” est entouré de deux récupérateurs, Zokora le “maestro” et Tioté le taureau qui fera jouer son physique. L'entrejeu ivoirien, c'est donc au moins trois Coupes d'Afrique des Nations (CAN) disputées comme état de service. Jouant tout en mouvement, les Éléphants sont énormes dans ce compartiment de jeu.

Mais, même aussi bien expérimenté et accrocheur, le milieu de terrain ivoirien recèle des failles. Il pourrait manquer de vivacité face à de petits gabarits - comme un Gana - mobiles. L'entrejeu ivoirien l'a démontré lors de son match contre le Maroc (2-2) en éliminatoire de la Coupe du monde 2014 et contre la Zambie (0-0 ; 3-4 TAB) en finale de la Coupe d'Afrique 2012 au Gabon et en Guinée Équatoriale. Avec ses



Yaya Touré

lourds pensionnaires, le milieu de terrain ivoirien est souvent pris de vitesse. Et dans un jeu plutôt offensif, il se replie souvent tardivement et ouvre des espaces cadeaux à l'adversaire.

LES ATTAQUES

Sénégal : Une puissance de feu diminuée



Papiss D. Cissé

La carte offensive constitue le maillon fort du Sénégal. Dotée d'une armada de goléadors - Papiss Demba Cissé, Demba Ba, Ibrahima Touré, Dame Ndoye, Moussa Konaté, l'attaque sénégalaise est capable de faire sauter n'importe quel verrou. C'est autant de joueurs aux styles différents et en plus jeunes, qui donnent plus de marges de manœuvre au sélectionneur pour des options athlétique-physique, rapidité-technique, etc. Avec cinq buts inscrits en trois matches, les Lions ont une moyenne de 1,7 but par match. Une source de confiance.

Mais il y a un bémol dans l'escadron offensive des Lions : tous ne peuvent pas jouer et ils sont tous bons. S'y ajoute la cascade de forfaits, notamment sur les ailes avec l'absence d'Issiar Dia, Pape Ndiaye Souaré et Moussa Sow. Des atouts en moins alors que les Ivoiriens sont prenables sur les flancs. En outre, le quarté d'attaque Papiss, Ibrahima Touré, Dame Ndoye et Demba Ba est

MATCH DES COACHES

Koto et Lamouchi, une tête en jeu



L'enjeu du match Côte d'Ivoire-Sénégal est loin d'être seulement une place pour la prochaine CAN 2013. Les deux sélectionneurs, Joseph Koto (Sénégal) et Sabri Lamouchi (Côte d'Ivoire) jouent leur avenir à la tête de leur équipe respective.

Plus qu'un match de qualification pour la Coupe d'Afrique 2013 en Afrique du Sud (CAN 2013), Lions et Éléphants joueront aussi pour sauver la tête de leur mentor. Joseph Koto et Sabri Lamouchi partagent une même histoire, être installés à la tête de leur sélection respective après la Coupe d'Afrique de 2012 au Gabon et Guinée Équatoriale. Les deux techniciens ont le même défi aujourd'hui : ils jouent leur poste avant même d'atteindre la barre des dix matches ou de faire juste une pige.

Ayant signé son contrat de deux ans le 13 août dernier, le patron de la Tanière court le risque de ne pas rester plus de trois mois à la tête des Lions. Pour Koto, les termes du contrat sont clairs, peut-être cruels : “Franchir l'obstacle ivoirien”, stipule le premier des trois objectifs qui lui sont assignés. De fait, le successeur d'Amara Traoré n'a pas le choix s'il ne veut pas connaître le même sort que son prédécesseur. Pour lui, l'enjeu est donc simple : gagner pour continuer l'aventure avec les Lions.

Son homologue français n'est pas mieux loti. Arrivé le 28 mai au poste de sélectionneur des Éléphants en remplacement de François Zahoui, Lamouchi doit qualifier la Côte d'Ivoire ou plier bagages. Sous la pression de vives critiques de supporters et de journalistes ivoiriens, l'ancien joueur marseillais, comme son alter ego sénégalais, joue son va-tout. Leur avenir sera différent au soir du 14 octobre prochain, à la manche retour. ■

MAMADOU LAMINE SANÉ

inédit, et laisse planer des doutes sur l'automatisme.

Côte d'Ivoire : Forte et au bout du rouleau

Drogba, Kalou, Gervinho, Kader Keita, Gradel. Toute défense se ferait du souci rien qu'à l'évocation de leurs noms. C'est une machine à planter des buts. Meilleure attaque de la dernière CAN au Gabon et en Guinée Équatoriale avec huit buts en six rencontres, les hommes de Lamouchi se retrouvent presque à l'aveuglette, tant ils se connaissent. Sous la houlette du buteur né Drogba, les avants-centres ont plus de matches que leurs adversaires (4) et ont inscrit cinq buts.

Dangereuse, certes, l'attaque ivoirienne a pris de l'âge avec les ténitaires Drogba, Kader Keita et Arouna Koné. Pis, certains évoluent dans des championnats aux niveaux incertains, en l'occurrence les cadres Drogba (Chine) et Kader Keita (Qatar). ■



Didier Drogba